
L'après 2024 : crépuscule ou renouveau démocratique ?

NOTE D'ENJEUX - JANVIER 2025



Think tank de référence en France et en Europe, l'Institut Montaigne est un espace de réflexion indépendant au service de l'intérêt général. Ses travaux prennent en compte les grands déterminants économiques, sociétaux, technologiques, environnementaux et géopolitiques afin de proposer des études et des débats sur les politiques publiques françaises et européennes. Il se situe à la confluence de la réflexion et de l'action, des idées et de la décision.

NOTE D'ENJEUX - Janvier 2025

L'après 2024 : crépuscule ou renouveau démocratique ?



*Les notes d'enjeux de l'Institut Montaigne
posent des constats et identifient
des problématiques sur des sujets stratégiques
afin d'ouvrir le débat public.*



**Note
d'éclairage**

Se situer
et rendre
intelligible notre
environnement

**Note
d'enjeux**

Poser des
constats et
identifier des
problématiques

**Note
d'action**

Formuler
des recom-
mandations
opérationnelles

**Opération
spéciale**

Sonder,
chiffrer,
expérimenter

Rapport

Analyser
et proposer
collégalement
des solutions
de long terme

Blanche Leridon

Directrice éditoriale, Experte résidente
Démocratie et Institutions

Blanche Leridon est directrice éditoriale de l'Institut Montaigne, spécialiste des questions démocratiques et institutionnelles.

Elle a rejoint pour la première fois l'Institut Montaigne en 2015.

Entre 2018 et 2021, elle a exercé plusieurs fonctions au sein de cabinets ministériels : auprès de la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, où elle était en charge des questions parlementaires, d'égalité des chances et de culture ; à la Présidence de l'Assemblée nationale entre 2018 et 2020, où elle conseillait le président sur les questions de culture et d'éducation.

Blanche Leridon enseigne à Sciences Po, son cours porte sur l'évolution du discours politique sous la V^e République. À l'Institut Montaigne, elle pilote plusieurs initiatives autour de la démocratie et du populisme.

Ses thèmes de recherche sont les mutations démocratiques, l'avenir des corps intermédiaires, la communication politique et le discours. Essayiste, elle a publié *Le Château de mes sœurs*, paru aux Éditions Les Pérégrines en 2024, et *Odyssees Ordinaires* aux Éditions Bouquins en 2022. Elle écrit régulièrement pour *Le Monde*, *Le Figaro*, *Le Point* et *Usbek et Rica*.

Elle est diplômée du master d'Affaires publiques de Sciences Po Paris. Avant d'intégrer Sciences Po, elle a étudié les lettres en classe préparatoire et l'histoire à UCL (*University College London*).

Introduction	8
1 Organisation, participation, polarisation	13
1.1. Organisation des élections, ingérences et déstabilisation : une nouvelle normalité?	13
a. Ingérences : un nombre très élevé de menaces, des États et des sociétés mieux préparés	13
b. Des conséquences à long terme sur la démocratie et la confiance	18
1.2. Participation : mauvaises causes, bons effets?	25
a. Une participation globalement stable ou en hausse dans la majorité des pays occidentaux...	25
b. ... Indicateur de la polarisation exacerbée des électeurs ?	31
c. Le contre-exemple britannique	36
1.3. Thèmes : <i>it's the economy, stupid!</i>	40
a. L'inflation et le pouvoir d'achat au cœur des préoccupations des électeurs	40
b. Immigration et santé figurent dans le trio de tête, mais bénéficient de traitements politico-médiatiques très différenciés	42
c. Les questions climatiques reléguées à l'arrière plan	45
d. Quelle place pour le retour de la guerre dans les différents scrutins ?	47

2	Résultats et perspectives	49
	2.1. Résultats : les sortants sanctionnés,	
	les populistes confortés	49
	a. Un revers infligé à l'ensemble des gouvernements	
	en place – y compris illibéraux	49
	b. Des populistes renforcés, notamment en Europe...	52
	c. ... mais toujours plus divisés au niveau européen...	53
	d. ... et en recul dans certains pays	56
	2.2. Après 2024 : agonie ou métamorphose de la démocratie ? ...	59
	a. Une évolution politique plus structurelle que	
	conjoncturelle	59
	b. La démocratie comme produit, les électeurs	
	comme consommateurs	62
	c. Les manquements et dérives de nos démocraties	
	libérales	63
	Annexes	66
	• Mesures mises en place au niveau européen	
	et national pour lutter contre l'ingérence	66
	• Les trois groupes nationaux-populistes au sein	
	du Parlement européen depuis l'élection du 9 juin	70
	Remerciements	73

L'année 2024 a battu tous les records jamais enregistrés s'agissant de la tenue d'élections dans le monde. Plus de 60 pays étaient appelés aux urnes, dont les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, Taiwan, l'Inde, la Russie ou la Turquie. En tout, ces pays représentent plus de 4 milliards d'habitants, soit la moitié de la population mondiale. La seule tenue d'un scrutin ne corrobore en rien la nature foncièrement démocratique du régime qui l'organise, et il est important de distinguer les démocraties dites « libérales » (les États-Unis, la France, le Royaume-Uni) des démocraties dites « illibérales » ou « électives » (l'Inde, la Turquie), qui se distinguent elles aussi des « autocraties électorales » comme la Russie. Ces précautions prises, on peut légitimement qualifier 2024 de test à grande échelle pour l'avenir de la démocratie¹. Nous venons de tourner la page de 2024 et un nouveau cycle s'ouvre en ce début d'année 2025. **Dans quel état se trouve la démocratie aujourd'hui ? Quels tout premiers enseignements peut-on tirer des différents scrutins ?**

Le sentiment général qui dominait quand s'est achevée cette année hors norme est celui d'une séquence marquée par une très forte expression démocratique, mais aussi par l'inéluctable affaissement de celle-ci. L'année la plus démocratique de l'histoire récente serait aussi celle de sa grande déconsolidation. Après des décennies de progression continue depuis l'après-guerre, la démocratie est en recul. La conviction réputée intangible selon laquelle « démocratie » et « libéralisme » avanceraient main dans la main s'effrite. Selon l'ONG Freedom House, 54 % de la population mondiale vivait en démocratie en 2000, 50 % en 2018, 32 % en 2019². Plusieurs organismes s'accordent sur le nombre de 32 « démocraties libérales » en 2024, une proportion qui n'a jamais été aussi faible

¹ C'est ce qu'exprimait la Prix Nobel de la Paix Maria Ressa en septembre 2023 en déclarant : « Nous saurons, à la fin de l'année 2024, si la démocratie survit ou s'éteint » – *The National Press Club*, 7 septembre 2023.

² Alain Frachon, « En nombre de pays pratiquant la démocratie, elle régresse ; en territoire déjà conquis, elle perd en qualité », *Le Monde*, 8 février 2024.

depuis 1995. Les résultats observés cette année – dont la réélection de Donald Trump est le point d'orgue – seraient donc l'éloquente manifestation de ce phénomène, son apogée ou, pour certains des commentateurs les plus pessimistes, son point de non-retour.

Si 2024 a indéniablement marqué la progression ou le retour de forces politiques illibérales ou anti-démocratiques, le bilan électoral de l'année ne doit pas se limiter à cette seule dimension. La victoire de Trump ne doit ni figer ni caricaturer les analyses plus générales que nous pouvons mener, et nous montrerons dans cette note que la situation est bien plus complexe et nuancée. L'examen attentif des processus électoraux, de la participation aux scrutins, comme des thèmes qui ont fait la campagne et leurs résultats, permettent de dresser un panorama plus contrasté, qui dépasse le seul triomphe de forces hostiles à la démocratie.

À cette fin, cette étude se concentrera en priorité sur les grandes démocraties dites « libérales » en traitant quatre principaux scrutins :

- **l'élection européenne du 9 juin ;**
- **les élections législatives françaises des 30 juin et 7 juillet ;**
- **les élections générales britanniques du 4 juillet ;**
- **l'élection présidentielle américaine du 5 novembre.**

Elle abordera, de façon plus ciblée, d'autres scrutins – élections municipales en Turquie, élections en Géorgie, en Moldavie et en Roumanie – en se focalisant notamment sur ceux où la demande de démocratie a, d'une manière ou d'une autre, progressé.

Alors que l'année s'achève à peine, les hypothèses formulées dans cette note devront bien sûr être prolongées par des travaux ultérieurs, et il est bien trop tôt pour tirer des conclusions définitives. Des études à part devront notamment être consacrées aux scrutins qui ont eu lieu sur le continent africain, avec 17 pays appelés au vote dont le Sénégal,

l’Afrique du Sud ou la Tunisie³, avec des conséquences durables sur l’évolution de ces régimes et leurs relations avec un certain nombre de pays occidentaux dont la France – le Sénégal est, dans cette perspective, un exemple éclairant. Idem s’agissant de l’Asie, avec des pays comme Taiwan, l’Inde et l’Indonésie dont les différentes élections marquent des infléchissements notables pour l’avenir de la démocratie sur le continent. L’analyse qui suit ne prétend pas couvrir un tel spectre, immensément large, et certainement riche d’enseignements qu’il faudra recouper dans un deuxième temps. Mais elle identifie quelques premières leçons qui pourront nourrir la réflexion sur l’avenir de nos démocraties dans les mois et années à venir.

Cinq principaux enjeux se dégagent.

Sur la tenue des élections et le poids des ingérences étrangères d’abord – les tentatives de déstabilisation électorale ont été historiquement élevées, en grande partie venant de Russie, de Chine et d’Iran. Mais les États étaient mieux préparés que par le passé, et ces ingérences n’ont eu, a priori, que peu d’impacts matériels directs sur la tenue et les résultats des scrutins. Néanmoins, au-delà des effets directs sur les résultats eux-mêmes, les ingérences ont des effets plus pernicious et de long terme sur les démocraties visées et leur déstabilisation. S’il est encore beaucoup trop tôt pour tirer un bilan complet de cette année, nous entrerions davantage dans une séquence dominée par l’ingérence d’atmosphère, qui vise moins à faire triompher un candidat plutôt qu’un autre, mais bien à faire gagner la division, le chaos et les narratifs anti-occidentaux. L’ingérence ne doit par ailleurs pas être réduite à sa dimension étrangère, et il faut prendre en compte ses manifestations domestiques.

³ Voir à ce sujet une première analyse du think-tank américain Brookings : *Democratic resilience in Africa: Lessons from 2024 elections*, Danielle Resnick et Landry Signé, 12 novembre 2024.

Sur la participation ensuite – en dépit d'un climat inégalé de défiance à l'égard des politiques et des institutions, elle enregistre des scores plutôt stables ou en progression dans la majorité des pays occidentaux examinés (à l'exception notable du Royaume-Uni). Participation record aux élections législatives en France, progression de la participation lors des élections européennes (notamment en Allemagne), deuxième plus fort score enregistré aux élections américaines depuis 1900 (l'élection de 2020 ayant dépassé tous les scores précédents). Ses moteurs sont certes contrastés, mais ces chiffres signalent une forme de vitalité civique que l'on aurait tort de minorer. «Vitalité mauvaise» diront certains – et ils n'auront pas tout à fait tort – mais vitalité quand même. Il est nécessaire d'en analyser les ressorts pour en tirer quelques leçons pour l'avenir et la place du civisme dans nos sociétés. Comment transformer la participation contestataire ou de ressentiment en une participation constructive ?

Sur les résultats des différents scrutins – on relève en premier lieu les revers infligés à la majorité des forces politiques au pouvoir. Du parti Démocrate américain à la coalition centriste d'Emmanuel Macron en France, en passant par les Tories britanniques mais aussi, si l'on sort du champ strict de notre analyse, le BJP de Narendra Modi et l'AKP de Recep Tayyip Erdogan, jamais les sortants – même si certains se maintiennent au pouvoir – n'ont été si massivement et unanimement sanctionnés par les urnes. Ce qui montre bien que des problématiques géopolitiques, économiques et culturelles globales ont œuvré pendant les scrutins – parfois davantage que les efforts faits dans chacun des camps nationaux pour se défendre. L'indéniable consolidation des partis dits « populistes » est la deuxième grande leçon tirée de ces résultats – et elle est intimement corrélée à la première – mais elle s'accompagne de divisions croissantes en leur sein, en particulier au niveau européen, et ne doit pas dissimuler certains reculs, comme en Pologne ou dans les pays scandinaves.

Sur les sujets qui ont fait les campagnes – l’immense homogénéité qui traverse le monde occidental est un bon indicateur de la globalisation croissante des enjeux : l’économie, le pouvoir d’achat, l’immigration et la santé arrivent en tête à peu près partout, et doivent inciter les gouvernements à s’emparer des questions fondamentales que sont les inégalités et la répartition des richesses, mais aussi l’identité et la peur du déclin ou de la disparition. Le décalage qui existe entre certains sujets prioritaires pour les électeurs – comme la santé – et leur traitement politico-médiatique est par ailleurs révélateur d’une capacité de ces leaders populistes à imposer les termes du débat, et à proposer des réponses apparemment simples à des sujets extraordinairement complexes que les autres forces politiques ne parviennent plus à adresser. Enfin, le net recul des questions environnementales est une autre leçon centrale qui émerge de ce premier bilan.

Le dernier constat a trait à la façon de faire et de concevoir la politique aujourd’hui – la démocratie, comme la politique, s’apparentent de plus en plus à des « produits », produits marketing dépassés pour certains, qu’il faudrait remplacer par quelque chose d’autre. Produits qui doivent satisfaire des clientèles électorales que l’on abreuve de contenus souvent contradictoires, *via* des réseaux sociaux devenus incontrôlables ; produits sur lesquels on investit des sommes considérables (c’est le cas aux États-Unis où le coût des campagnes n’a jamais été aussi élevé, dépassant les 15 milliards de dollars), mais produits aussi pour ceux qui développent des stratégies et des outils pour l’abîmer – on pense ici aux ingérences, notamment russes et chinoises.

1 Organisation, participation, polarisation

1.1. ORGANISATION DES ÉLECTIONS, INGÉRENCES ET DÉSTABILISATION : UNE NOUVELLE NORMALITÉ ?

- a. Ingérences : un nombre très élevé de menaces, des États et des sociétés mieux préparés

Avant d'analyser les ressorts du vote et les résultats des différents scrutins, intéressons-nous aux conditions mêmes dans lesquelles les élections se sont déroulées – conditions aussi bien matérielles qu'immatérielles. La question du bon déroulé d'une élection pose d'emblée celle du contexte informationnel dans lequel elle se déploie, en amont et le jour du vote.

De ce point de vue, l'année 2024 a d'abord été marquée par un nombre record de tentatives d'ingérences étrangères. Le projet « *Interferences 2024* » conduit par le *think-tank* Atlantic Council a démontré que la campagne présidentielle américaine avait fait l'objet d'un nombre inédit de tentatives de déstabilisation⁴. Inédites par leur ampleur, mais aussi par leur sophistication et leur portée. La veille de l'élection américaine, un communiqué conjoint du FBI, du CISA et du bureau de la Directrice du Renseignement National⁵ relevait l'importance des opérations russes visant à « saper la confiance du public dans l'intégrité des élections américaines et attiser les divisions entre Américains. » Le communiqué prévoyait une intensification de ces menaces, en particulier dans les *Swing States*. Il mettait enfin en évidence la multiplication d'ingérences

⁴ *Atlantic Council and DFR Lab, Interference 2024.*

⁵ *Office of the Director of National Intelligence (ODNI), Federal Bureau of Investigation (FBI), Cybersecurity and Infrastructure Security Agency (CISA), News Release No. 29-24, 4 novembre 2024.*

iraniennes, qui ciblaient la campagne de Donald Trump – rappelons que la sortie des États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien durant sa présidence, comme l'assassinat, en 2020, de Ghassem Soleimani, le chef de la Force Al-Qods, une branche des gardiens de la révolution, a laissé de mauvais souvenirs à Téhéran. L'ingérence iranienne reprend certains éléments méthodologiques de l'ingérence russe, renouvelée dans ses fondements depuis l'interdiction de diffusion des chaînes RT et Sputnik en 2022, suite au déclenchement de la guerre en Ukraine. Ces interdictions ont conduit la Russie à revoir sa stratégie d'influence et à en raffiner les méthodes, créant un véritable marché de l'ingérence, sous-traité par l'État donneur d'ordre, et dont les ramifications et les acteurs se sont avérés plus difficiles à appréhender pour l'administration.⁶

Aux menaces iraniennes et russes s'ajoute enfin la menace chinoise, également montée en puissance, comme l'expliquait le renseignement américain dans un rapport déclassifié paru au mois d'octobre⁷. Le rapport évoque une sophistication accrue des activités d'influence de Pékin, liée en partie à l'exploitation de l'intelligence artificielle générative et à l'utilisation de TikTok – le réseau social aurait d'ailleurs été utilisé par une unité de propagande chinoise pour cibler les candidats démocrates et républicains lors des élections de mi-mandat en 2022.

La multiplication de ces menaces concerne également les pays européens dont la France. Selon une note du *European Digital Media Observatory* (EDMO) relayée par Politico, le mois de mai 2024 marque un record historique en termes de diffusion de fausses informations sur l'Union européenne, à un mois de l'élection. Ces fausses informations concernaient les modalités du scrutin et cherchaient à dissuader les citoyens de se rendre aux urnes ou à semer la division et la polarisation. Le soutien à l'Ukraine, le Green Deal et l'immigration faisaient partie des

⁶ « Comment la guerre transforme-t-elle l'influence russe ? » Entretien avec Maxime Audinet, *Expressions par l'Institut Montaigne*, 3 septembre 2024.

⁷ *Foreign threats to US elections after voting ends in 2024*, *National Intelligence Council*, 8 octobre 2024.

sujets les plus régulièrement relayés, comme le précise la Commission⁸. En France, des tentatives de déstabilisation des élections législatives anticipées ont également été attribuées à la Russie, et en particulier l'opération « Matriochka », campagne prorusse ciblant les médias et la communauté des fact-checkers⁹.

Mais les États-Unis, comme les pays européens visés, étaient plus préparés que par le passé et avaient tiré certaines leçons des campagnes de 2016 et 2020. Cette préparation a permis aux différents États de se prémunir contre les risques ou d'en endiguer certains effets. Selon différents experts sollicités sur ce sujet, il y a bien un « fossé » qui sépare la situation observée en 2016-2017 (marquée par les *Macron Leaks* en France notamment) de celle d'aujourd'hui. La naïveté qui prévalait alors a été remplacée par une prise de conscience à la fois étatique et non-gouvernementale. Étatique d'abord, avec une vérifiable institutionnalisation de la contre-ingérence, qui s'est traduite en France par la création de VIGINUM (organisme rattaché au SGDSN, le secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale, chargé de lutter contre les ingérences numériques étrangères), la mise en place de commissions d'enquêtes et de services dédiés au Quai d'Orsay et au ministère des Armées. Au niveau européen, le sujet est pour la première fois mis à l'agenda en 2015 sous le vocable *Foreign Information Manipulation and Interference* (FIMI), avant une montée en puissance à partir de 2018 : publication d'un plan d'action contre la désinformation en amont des élections européennes de 2019, vote de plusieurs résolutions sur le sujet au Parlement européen, adoption du DSA (*Digital Service Act*) qui enjoint les plateformes en ligne à lutter contre la désinformation, création d'une nouvelle Commission sur l'ingérence étrangère au Parlement européen, etc.¹⁰

⁸ *European elections: EU institutions prepared to counter disinformation, European Commission, Press release, 6 juin 2024.*

⁹ *SGDSN, Matriochka : une campagne prorusse ciblant les médias et la communauté des fact-checkers, 2024.*

¹⁰ *La liste des mesures prises par l'UE depuis 2015 en la matière figure en annexe.*

Non-gouvernementale ensuite, puisqu'une partie de la société civile est désormais mobilisée et sensibilisée à ces enjeux, comme l'atteste la multiplication des ONG de debunking, de fact-checking et de sensibilisation (*Disinfo Cloud* aux États-Unis, *EU Disinfo Lab* ou *EUvsDisinfo* en Europe). Aux États-Unis, cette démocratisation des enjeux d'ingérence s'est traduite cette année par la déclassification, quasi hebdomadaire, de documents des renseignements américains dévoilant, auprès du grand public, l'identité et la nature des tentatives de déstabilisation à la fois iraniennes, russes et chinoises, en particulier sur les réseaux sociaux.

Le déroulement strict des élections dans les pays envisagés n'aurait donc, selon les informations dont nous disposons aujourd'hui, pas été véritablement perturbé par des ingérences étrangères d'ampleur.

Des études ultérieures nous permettront de l'affirmer mais il semble que le processus électoral se soit déroulé dans des conditions sinon optimales du moins régulières, en particulier aux États-Unis où une très forte inquiétude pesait sur l'organisation du scrutin et la reconnaissance de ses résultats¹¹. Au niveau européen, la Vice-présidente en charge de la transparence, Věra Jourová, déclarait ainsi au début du mois d'octobre que ces tentatives de déstabilisation n'avaient provoqué « *aucun incident majeur susceptible de perturber les élections européennes* ». Les inquiétudes concernant l'utilisation massive de deep fakes ne se sont pas matérialisées dans les proportions redoutées. Elsa Pilichowski, directrice de la gouvernance publique au sein de l'OCDE, a confirmé que l'utilisation de l'IA n'avait pas été un « *game-changer* » durant l'élection. Mais elle alertait également sur l'importance du risque, toujours bien présent, et auquel les États européens étaient insuffisamment préparés¹².

¹¹ Si elles sont considérées sans incidence sur l'issue du scrutin à ce stade, relevons tout de même les fausses alertes à la bombe ayant visé des bureaux de vote, perturbant brièvement le vote en Géorgie.

¹² Politico, *Commission says disinformation efforts failed to sway EU election*, Mathieu Pollet et Pieter Haeck, 15 octobre 2024.

Deux opérations d'ingérence russe mises au jour : Doppelganger et Overload

L'opération Doppelganger

L'opération Doppelganger consiste au « clonage » de sites de médias mainstream et gouvernementaux, relayant des messages anti-occidentaux, anti-ukrainiens et pro-russes. L'identification de cette opération de déstabilisation d'envergure, qui a visé la campagne américaine, mais également la France et les élections européennes, a conduit à la condamnation de certains de ses acteurs par la Justice américaine en septembre 2024. L'objectif de cette opération à grande échelle était de tromper les internautes en leur faisant croire qu'ils consultaient des sources en ligne légitimes et d'instiller le doute et la défiance sur un certain nombre de grands sujets qui structuraient les campagnes électorales en cours (immigration, conflit au Proche-Orient, droits des personnes LGBT, etc.¹³). L'identification de l'opération a conduit à la condamnation de dix citoyens russes et de deux organisations, dont la chaîne RT. En France, c'est VIGINUM qui a détecté les tentatives d'ingérence de Doppelganger en 2023 et a notamment révélé sa participation dans la propagation des photos des graffitis représentant l'étoile de David, apparus sur les murs de Paris après l'attaque terroriste du 7 octobre, sur un grand nombre de médias sociaux. Si certaines de ses composantes ont été identifiées et sanctionnées, Doppelganger, s'appuyant sur des ramifications très vastes, existe toujours et la menace est loin d'être écartée.

¹³ Roman Osadchuk and Eto Buziashvili, "Explainer: the Russian influence operations targeting the 2024 US elections," Digital Forensic Research Lab (DFRLab), 6 septembre 2024.

L'opération Overload

L'opération Overload, également d'initiative russe et visant la campagne présidentielle américaine, consistait à détourner le travail des fact-checkers en les submergeant de faux contenus à vérifier. Révélée en juin 2024 par un rapport de la société finlandaise *Check First*, elle visait à inonder les journalistes de faux contenus tout en amplifiant leur visibilité. Plus de 800 organisations réparties dans plus de 75 pays auraient été visées par cette campagne de désinformation.

b. Des conséquences à long terme sur la démocratie et la confiance

Si les incidences directes sur la tenue et les résultats des scrutins sont a priori faibles, les conséquences à long terme demeurent très importantes et les États sont insuffisamment préparés pour y répondre. Il semble en effet que l'ambition première de ces opérations, qu'elles soient russes, iraniennes ou chinoises, était moins de faire gagner un candidat que d'abimer la démocratie, américaine ou européenne, et de susciter ou d'attiser des divisions au sein des sociétés occidentales. Aux États-Unis, il s'agissait moins de faire triompher Trump ou Harris que la défiance et le chaos.

Le cas du Royaume-Uni illustre la mutation du phénomène : si peu d'opérations d'ingérence ont été révélées pendant les élections générales du mois de juillet, de très nombreuses tentatives de déstabilisation et de pénétration du débat public national ont été observées pendant les manifestations du mois d'août, en réaction à l'attaque au couteau de Southport qui a fait trois morts, des petites filles de six à neuf ans. L'ampleur de ces manifestations est en partie due à la propagation, par des

sites et des comptes d'extrême droite, de rumeurs erronées concernant l'identité de l'assaillant – rumeurs selon lesquelles il se serait agi d'un réfugié syrien entré illégalement sur le territoire (il s'agissait en réalité d'un adolescent britannique né à Cardiff, de parents rwandais). Plusieurs comptes russes auraient activement participé à l'amplification et à la propagation de ces fausses informations, comme l'a révélé le nouveau gouvernement travailliste¹⁴. Ces opérations trouvent toujours leur terreau dans un contexte national dégradé, dont les failles sont exploitées et exacerbées par les acteurs de l'ingérence anti-occidentale¹⁵. L'ingérence russe consiste donc moins, pour le cas britannique, à créer de toute pièce des fausses informations qu'à amplifier des rumeurs existantes au potentiel hautement inflammable. **Il est important de le rappeler : ces opérations d'ingérence ne sont pas les seules responsables de ces tensions, elles trouvent leurs racines dans des contextes culturels, économiques et sociaux bien réels que les gouvernements nationaux doivent impérativement prendre en compte.** Si elles n'en sont pas l'unique cause, elles demeurent néanmoins de puissants et dangereux adjouvants. Il existe d'ailleurs aussi **des ingérences et de la déstabilisation purement domestiques, intérieures, qui n'ont pas besoin d'être stimulées par un souffle venu de l'étranger** – on l'a vu par exemple aux États-Unis avec *Project 2028*, une démarche officiellement pro-Harris, mais qui visait en réalité à saper sa campagne en déformant et en radicalisant ses propositions *via* des publicités et des contenus en ligne. Pilotée par l'organisation conservatrice *Building America's Future*, son principal financeur est Elon Musk, comme l'a révélé *Open Secret*¹⁶.

Ainsi, bien que les actions de déstabilisation observées durant toute l'année 2024 n'aient pas directement affecté les résultats électoraux,

¹⁴ Hayley Dixon, "Foreign states amplifying disinformation fuelling riots, says Starmer", *The Telegraph*, 5 août 2024.

¹⁵ Joe Morley-Davies, *How Did Foreign Actors Exploit the Recent Riots in the UK?*, *RUSI*, 28 août 2024.

¹⁶ *AFP Fact Check*, *Progress 2028: Group impersonating Harris backers behind misleading ads*, 5 novembre 2024.

elles exacerbent la méfiance envers les institutions démocratiques. Le péril est donc plus pernicieux et plus préoccupant encore, puisqu'il ne se limite pas à cibler des moments précis et prévisibles du processus démocratique pour interférer dans ce dernier, mais en saper progressivement tous les fondements. Si les effets de cette ingérence politique sont extrêmement difficiles à mesurer sur les comportements, notamment électoraux, tout porte à croire qu'ils accentuent la polarisation et l'archipélisation des sociétés, au moins dans leur accès à l'information. Il permet, sur le long terme, d'accorder davantage de crédit à des récits anti-occidentaux qui paraissaient totalement inaudibles il y a encore quelques années, et qui se sont progressivement installés dans l'opinion.

La réponse européenne serait, pour beaucoup, bien trop faible face à l'ampleur de cette menace. Elle consiste en effet à identifier (certes, de façon de plus en plus efficace) une menace déjà matérialisée, et à en avertir le grand public. Mais au-delà des armes réglementaires et de sensibilisation dont elle s'est dotée, l'UE ne dispose pas d'outils coercitifs permettant une véritable rétorsion à l'encontre des acteurs, pas plus qu'elle n'est en capacité d'endiguer ces tentatives d'ingérences à la racine, avant même leur concrétisation. Il s'agit donc moins aujourd'hui de réfléchir en termes d'ingérence électorale, qui est désormais une donnée constante à prendre systématiquement en compte, que de parler d'ingérence politique plus globale, et des moyens dont on souhaite se doter pour y répondre. C'est tout un travail de prophylaxie, d'immunisation des populations sur le long terme qu'il faut mener.

Précisons enfin que si ces tentatives d'ingérences n'ont pas permis d'entraver le processus électoral dans les principaux pays analysés, qui se sont dotés, depuis 2016, d'institutions robustes pour y répondre, ça n'est pas le cas de l'ensemble des pays, comme l'ont prouvé les exemples moldave, géorgien et roumain de la fin de l'année 2024. Trois pays où les questions européennes et ukrainiennes ont été instrumentalisées en faveur du camp pro-russe, et où une grande incertitude pèse toujours sur les résultats des différents scrutins et l'avenir des régimes.

Les ingérences lors des élections en Moldavie, en Géorgie et en Roumanie

La Moldavie et la Géorgie, pays officiellement candidats à une adhésion à l'UE mais liés par l'histoire à la Russie, ont voté pour une présidentielle et des législatives décisives en octobre. Jeudi 28 novembre, le Premier ministre géorgien a annoncé la suspension des négociations d'adhésion à l'UE, suite à une séquence électorale très contestée dans le pays.

Moldavie

En Moldavie, Maia Sandu, présidente pro-européenne sortante, l'a emporté le 3 novembre avec 55 % des voix contre Alexandru Stoianoglo, considéré comme pro-russe (45 % des voix). Largement imputable au soutien d'une diaspora favorable à 77 % à Maia Sandu, la victoire est moins nette qu'attendue, après un premier tour décevant pour la sortante (42,5 % des suffrages), et pourrait être remise en cause dès les législatives, prévues d'ici juillet 2025. Le premier tour de l'élection présidentielle se doublait d'un référendum sur la constitutionnalisation de l'intégration européenne, où le « oui » l'a emporté de justesse avec 50,35 % des voix. En Moldavie, qui comprend dans ses frontières actuelles une partie de la Bessarabie (auparavant rattachée à l'empire russe en 1812) et de la République autoproclamée de Transnistrie à l'est du Dniestr, non reconnue à ce jour, la pression russe sur les processus électoraux est forte. En octobre 2021, avant l'invasion de l'Ukraine, la Russie a tenté de faire revenir la Moldavie dans sa sphère d'influence exclusive en augmentant drastiquement les tarifs du gaz et de l'électricité, dont le pays dépendait à 100 % il y a peu, au motif que, puisque le pays souhaitait rejoindre l'UE, il convenait de faire payer à Chisinau son énergie au même prix que celui fixé pour les

Européens. Moscou espérait que le choc économique ainsi suscitait sape le soutien à Maia Sandu et à l'intégration dans l'UE. Le Kremlin a durci cette stratégie le 1^{er} janvier 2025 : Gazprom a cessé ses livraisons de gaz à la Moldavie, y compris en Transnistrie. Le *think-tank* moldave WatchDog¹⁷ a révélé l'existence d'un important réseau de désinformation en juillet et, en octobre, la police¹⁸ a confirmé un système d'achat de votes massif destiné à inciter les Moldaves à voter contre Maia Sandu. Le ministère de l'Intérieur moldave a estimé que Moscou avait dépensé environ 100 millions de dollars avant le premier tour (15 millions ont directement été versés à des électeurs). En réaction, plusieurs chaînes de télévision pro-russes ont perdu leur licence sur décision du Service de renseignement et de Sécurité moldave, et les autorités de Chisinau ont pris des mesures pour encadrer le vote de la diaspora vivant en Russie ou en Transnistrie. Le nombre de bureaux de vote en Russie a été limité à seulement 2 à Moscou, contre 5 proposés par la Commission électorale, ce qui a conduit à réduire à environ 10 000 le nombre de bulletins de vote disponibles pour les 250 000 votants moldaves résidant en Russie. À l'issue des élections, la Maison-Blanche, à travers le porte-parole du Conseil de sécurité nationale John Kirby, a dénoncé l'implication de Moscou et Maia Sandu a affirmé en conférence de presse que les puissances étrangères avaient fortement manœuvré contre la tenue du processus électoral.

Géorgie

La Géorgie votait quant à elle le 26 octobre pour élire les membres de son Parlement. Le parti au pouvoir depuis 2012, « Rève

¹⁷ Andrei Rusu, "Evaluation of promotional campaigns of Șor and Platon", WatchDog, août 2024.

¹⁸ "Noi metode de finanțare ilegală a unor partide politice documentate de PA și INI", Poliția Republicii Moldova [consulté le 18 décembre 2024].

géorgien», fondé par Bidzina Ivanishvili, oligarque francophile qui a fait fortune dans la Russie post-URSS, l'a emporté avec 54 % des suffrages. La présidente Salomé Zourabichvili, une Française d'origine géorgienne, naturalisée géorgienne, est engagée pour les partis d'opposition et a dénoncé à maintes reprises une « opération spéciale russe de guerre hybride¹⁹ ». Il s'agissait de la première élection depuis la guerre en Ukraine, dans le contexte tendu des violentes manifestations contre une loi du 3 juin qui imposait à toute organisation recevant plus de 20 % de son financement de l'étranger de s'enregistrer comme « poursuivant les intérêts d'une puissance étrangère ». La promulgation de la loi a entraîné le gel de la candidature de Tbilissi à l'UE. Les observateurs internationaux (mission d'observation conjointe du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, BIDDH, de l'OSCE, des Assemblées parlementaires de l'OSCE, du Conseil de l'Europe et de l'OTAN et du Parlement européen) ont reconnu l'organisation efficace des élections, mais ont souligné le degré élevé de polarisation et les grandes différences dans les capacités financières du parti au pouvoir et des groupes d'opposition. L'ONG My Vote²⁰ a dénoncé des résultats fallacieux, au vu du non-respect du secret du vote et de manœuvres d'intimidation.

Salomé Zourabichvili a demandé à la Cour constitutionnelle d'annuler les législatives en dénonçant une élection truquée et en refusant de remettre son mandat, parvenu à terme le 14 décembre, à un Parlement qu'elle considère comme illégitime. Viktor Orban, qui assurait la présidence tournante de l'UE au second semestre 2024, s'est quant à lui félicité d'une « victoire du camp de la paix ».

¹⁹ *Géorgie : pour la présidente Zourabichvili, « il ne reste rien d'un régime démocratique », entretien paru dans Ouest France, 16 décembre 2024.*

²⁰ *“My Vote Speaks of ‘Large Scale’ Rigging Scheme as Preliminary Results Give Lead to GD”, Civil Georgia, 27 octobre 2024.*

Le 28 novembre, le Premier ministre Kobakhidze, prorusse, a annoncé le report des négociations d'entrée dans l'UE jusqu'en 2028, alors même que cet objectif est inscrit dans la Constitution de la Géorgie.

Roumanie

En Roumanie, pays membre de l'UE depuis 2007 et membre de l'OTAN, des élections présidentielle et législatives se sont tenues entre le 24 novembre et le 1^{er} décembre. Le second tour de l'élection présidentielle, prévue le 8 décembre 2024, a été annulé au dernier moment, du fait de l'invalidation des résultats du premier tour par la Cour constitutionnelle. Le candidat indépendant Călin Georgescu, que les sondages plaçaient à moins de 5 % d'intentions de vote au début du mois d'octobre, est arrivé en tête du premier tour avec 22,3 % des voix, sur fond de soupçon d'ingérence. Cette figure pro-russe et d'extrême droite a mené sa campagne quasi exclusivement sur le réseau social TikTok, défendant notamment l'interruption de l'aide militaire à l'Ukraine, et bénéficiant de l'approbation d'une vaste partie de l'électorat hostile aux candidats issus des partis traditionnels. Dès le lendemain du premier tour, des manifestations anti-Georgescu se sont multipliées dans le pays. La suspicion pèse sur la viralité des contenus partagés par Georgescu sur le réseau social et le financement de sa campagne. Le 4 décembre, le Conseil suprême de la défense nationale, qui avait dénoncé quelques jours plus tôt une cyberattaque contre le processus électoral, déclassifie des documents qui attesteraient d'une manipulation russe de l'élection en faveur de Georgescu. Plus de 25 000 comptes TikTok aux origines difficilement traçables auraient participé à sa campagne, et des influenceurs auraient été rémunérés pour promouvoir sa candidature sur le réseau. Le 5 décembre, deux jours avant le second tour, la

Cour constitutionnelle roumaine a annulé la totalité du processus de l'élection du président. Il s'agit d'une décision historique, où, pour la première fois, l'utilisation d'un réseau social est mise en cause. Cette annulation a des effets ambivalents sur la démocratie roumaine : tout en affirmant l'insincérité du scrutin et en voulant défendre la démocratie dans le pays, elle nourrit la défiance à l'égard de la Cour suprême pour des milliers d'électeurs qui ont voté pour Georgescu. Selon plusieurs observateurs, cette décision ne pourrait ainsi que renforcer la polarisation dans le pays. Le 17 décembre, la Commission européenne a ouvert une enquête contre TikTok suite aux accusations de manipulations électorales russes. Le 2 janvier, Calin Georgescu a saisi la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour contester l'annulation du scrutin.

1.2. PARTICIPATION : MAUVAISES CAUSES, BONS EFFETS ?

a. Une participation globalement stable ou en hausse dans la majorité des pays occidentaux...

La vitalité d'une démocratie ne peut se mesurer à l'aune d'un seul facteur. Les chiffres de participation et d'abstention doivent être examinés au regard d'autres indicateurs, comme la confiance envers les institutions et le personnel politique, la qualité et la diversité du débat public ou encore l'existence de contre-pouvoirs solides. Mais partons ici de l'électeur, qui offre des données certes parcellaires – la démocratie ne se limite pas à la seule participation électorale, et l'électeur n'est qu'une « partie » du citoyen – mais qui a l'avantage de fournir les chiffres les plus robustes et comparables sur longue période.

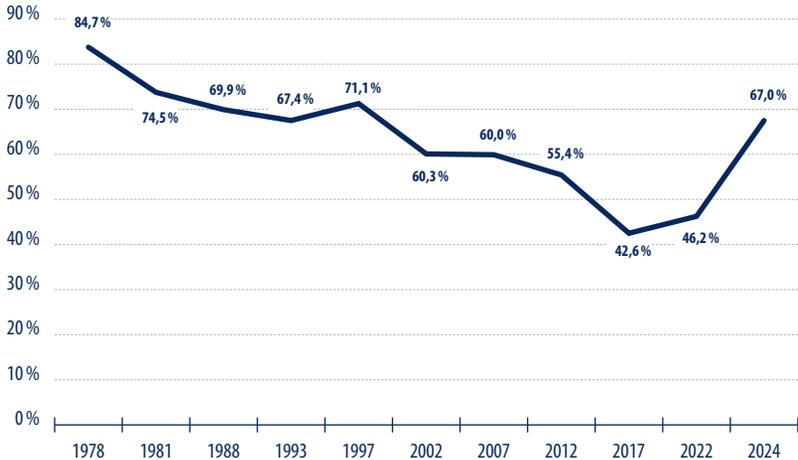
Si l'on examine la participation aux élections européennes et législatives en France, elle est en progression – très nette pour les législatives françaises, relative et différenciée en fonction des États membres pour l'élection européenne.

En **France**, depuis les législatives de 1993, l'abstention n'a cessé de progresser, passant de 32,6 % au deuxième tour en 1993 à 40 % en 2007, pour atteindre son pic à 57,4 % en 2017 avant de retomber à 33,4 % en 2024, la baisse la plus spectaculaire jamais enregistrée dans l'histoire de la V^e République. **Baisse aussi significative que conjoncturelle : il serait illusoire de penser que le sujet de l'abstention est dépassé, que cette élection l'aurait, comme par magie, résolu.** Au contraire, beaucoup des électeurs considèrent que leur vote n'a pas été pris en compte dans sa traduction gouvernementale, ce qui pourrait accentuer leur désengagement et faire retomber la participation à ces faibles scores précédents. Si la mobilisation du front républicain a été l'un des plus puissants marqueurs de cette séquence, la déception qui a suivi pose de sérieux doutes sur la capacité d'un tel front à se reformer et à être suivi par les électeurs lors de prochaines élections. Rappelons par ailleurs que 45 % d'entre eux considèrent le front républicain comme « une tactique permettant aux partis traditionnels de conserver le pouvoir » (68 % des électeurs RN et 50 % des abstentionnistes²¹). Le comportement des électeurs de 2024 s'inscrit donc vraisemblablement dans le phénomène de « vote intermittent », théorisé notamment par la chercheuse Anne Muxel et dont l'Insee signalait la progression en 2022, indiquant que 16,3 % des électeurs inscrits sur les listes électorales françaises n'avaient voté à aucun tour de scrutin (abstention systématique), 36,4 % ayant participé à tous les tours de la présidentielle et des législatives (votants systématiques) et 47,3 % ayant voté au moins une fois mais pas à tous les tours (électeurs intermittents)²².

²¹ Ipsos, Institut Montaigne, CEVIPOF, Le Monde, Fondation Jean Jaurès, Enquête électorale française : Européennes – Vague 4 – Avril 2024.

²² « Vingt ans de participation électorale : en 2022, les écarts selon l'âge et le diplôme continuent de se creuser », Elisabeth Algava et Kilian Bloch, Insee Première, n° 1 929, novembre 2022.

Graphique n° 1 : participation au second tour des élections législatives de la V^e République



Source : Ipsos.

Quoique bien plus modeste, on retrouve une même hausse de la participation en France lors du scrutin européen : 51,5 % de participation en juin 2024, contre 50,1 % en 2019 et 42,4 % en 2014. Si la participation a progressé aux élections européennes en France, on peut difficilement la corrélérer à une hausse d'intérêt des Français à l'égard des sujets européens, la majorité d'entre eux (58 %, contre 52 % en 2019) déclarant voter en fonction des propositions nationales des candidats²³.

La hausse observée en France correspond à la tendance moyenne en Europe, puisque **le taux de participation consolidé des États membres a légèrement augmenté entre 2019 et 2024**, passant de 50,6 % à 50,9 %. Cette progression moyenne dissimule de grandes disparités entre États. La participation en Hongrie par exemple a augmenté

²³ Ipsos, Institut Montaigne, CEVIPOF, Le Monde, Fondation Jean Jaurès, Enquête électorale française : Européennes – Vague 4 – Avril 2024.

de plus de 15 points (de 43,4 % en 2019 à 59,5 % en 2024). Elle progresse également dans la quasi-totalité des États fondateurs de l'UE : en France, en Allemagne (+3), aux Pays-Bas (+4) et en Belgique (+1), mais régresse en Italie (-6), en Pologne (-5) ou en Autriche (-3). **Le cas de l'Allemagne est intéressant.** Avec 64,8 % de participation, **le pays atteint son plus haut score depuis la réunification.** Le taux de participation s'élevait à 60 % en 1994, date des premières élections européennes dans l'Allemagne réunifiée.

Le vote à 16 ans pour les élections européennes en Allemagne

Un rapport²⁴ du Parlement européen de mars 2023, commandé par la Commission des Affaires constitutionnelles de l'UE, rappelle que l'abstention aux élections européennes est particulièrement élevée chez les jeunes (plus de 70 %). Dans ce contexte, et consciente des risques démocratiques que cela fait peser à un pays à la démographie vieillissante, l'Allemagne a accordé, par la loi du 11 janvier 2023²⁵, le droit de vote aux jeunes dès 16 ans pour les élections européennes de juin 2024. Elle rejoint ainsi la Belgique, l'Autriche, la Grèce et Malte. Les jeunes de 16 ans pouvaient déjà voter aux élections locales et régionales dans six des 16 Länder et aux élections municipales (à l'exception de cinq Länder, la Saxe, la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, le Hesse et la Bavière). Cette mesure a produit 1,4 million de nouveaux électeurs lors de l'élection de juin 2024, soit 2,2 % du corps électoral (environ 5 millions de nouveaux électeurs sur un total de 65 millions).

²⁴ Tomaz Deželan, *Young people's participation in European democratic processes*, AFCO committee, European Parliament, mars 2023.

²⁵ *Deutscher Bundestag, Wahlalter bei Europawahl auf 16 Jahre abgesenkt, [consulté le 18 décembre 2024].*

La désaffection des jeunes pour le vote écologiste est une des leçons saillantes du scrutin. Alors que le vote des jeunes Européens avait fait pencher le Parlement en faveur des Verts en 2019, la tendance est notablement différente en 2024. En 2019 en Allemagne, selon l'institut Infratest dimap, 20,7 % des électeurs toutes catégories d'âges confondues avaient voté *Grünen* contre 34 % chez les moins de 30 ans. En 2024, les Verts n'ont remporté que 12 % des voix des électeurs Allemands et 10 % chez les moins de 25 ans. On note également une hausse du vote pour les extrêmes chez les jeunes : seuls 6 % des moins de 30 ans avaient voté AfD en 2019 (11 % dans l'ensemble de la population) ; en 2024, ils sont 17 % (16 % dans l'ensemble de la population). 6 % ont aussi apporté leur voix à l'Alliance Sahra Wagenknecht (populiste d'extrême-gauche). Enfin, on observe une tendance à la dispersion du vote des jeunes : 28 % des Allemands de moins de 25 ans ont voté pour des petites formations, comme le « parti de la protection animale » (Tierschutzpartei) ou le parti pro-européen Volt (7 % soit presque autant que pour le SPD, qui a recueilli 9 %). Comme le montre l'analyse du scrutin conduite par Infratest dimap pour la première chaîne publique, c'est auprès des jeunes que les grands partis traditionnels, la CDU (17 %, contre 30 % dans la population générale) et le SPD (8 %, contre 14 %) ont réalisé leurs plus mauvais scores. **L'abaissement du droit de vote à 16 ans n'a donc pas profité aux partis qui l'avaient demandé** (SPD, Grünen, FDP et Linke).

Deux faits marquants méritent néanmoins d'être soulignés : les jeunes de 16 à 22 ans sont plus favorables à la construction européenne et à son approfondissement que la moyenne, selon un rapport²⁶ réalisé par la Konrad Adenauer Stiftung, proche de la

²⁶ Dr. Jochen Roose, *Meine 1. Europawahl*, Konrad Adenauer Stiftung, 25 mars 2024.

CDU, publié en mars dernier. D'autres analyses²⁷ effectuées ces derniers mois mettent en évidence les priorités de la génération Z. La plus récente, celle de Shell²⁸, indique que la crainte de la guerre en Europe vient largement en tête (81 %) des inquiétudes des jeunes et confirme que les préoccupations liées au changement climatique tendent à régresser.

La participation a également progressé de manière significative lors des élections régionales allemandes, qui se sont tenues dans les Lander de Brandebourg, de Thuringe et de Saxe (+11,6 % en Brandebourg par rapport à 2019, +8,7 % en Thuringe, +7,9 % en Saxe). Ces élections, dans un contexte de grande fragilité pour la coalition au pouvoir et de progression historique du parti d'extrême droite AfD, ont joué un rôle important dans la reconfiguration politique d'un pays définitivement entré dans sa *Zeitenwende*.

L'élection américaine a, elle aussi, rassemblé de nombreux électeurs. Si 2020, avec un taux de 65,9 %, reste le record historique enregistré dans le pays, **l'élection présidentielle de 2024 devrait s'en rapprocher, avec environ 63,9 % de participation**, ce qui hisse le scrutin à la deuxième position en termes de participation depuis 1900²⁹. Les données consolidées dans l'ensemble des 50 États américains ne seront disponibles que courant 2025, mais ces premiers chiffres donnent d'éclairants indicateurs sur la vitalité démocratique d'un pays habitué à des taux de participation beaucoup plus faibles que la moyenne des pays de l'OCDE. Par comparaison, le taux de participation à l'élection américaine 2024 reste plus faible que celui de l'Inde (65,8 %), du Sri Lanka (79,4 %) ou de l'Indonésie (81,8 %).

²⁷ Simon Schnetzer, Kilian Hampel, Klaus Hurrelman, *siebten Trendstudie Jugend in Deutschland, 2024*.

²⁸ Shell *Jugendstudie 2024*.

²⁹ Federal Election Commission, "Election results and voting information".

**b. ...Indicateur de la polarisation
exacerbée des électeurs ?**

Cette hausse de la participation – aux États-Unis notamment – serait, selon plusieurs enquêtes, en partie corrélée à l'augmentation de la polarisation politique³⁰.

La polarisation politique – qui se caractérise par une scission idéologique et programmatique marquée et conflictuelle entre deux ou plusieurs partis – se double d'une polarisation dite « affective », désignant l'aversion émotionnelle et la détestation du ou des partis politiques opposés. Aux désaccords idéologiques et programmatiques se surimpose une haine toute personnelle à l'égard de l'adversaire politique. La polarisation affective entraîne chez l'électeur une *Schadenfreude*³¹, cette joie mauvaise que l'on ressent face au malheur d'autrui – autrui étant ici l'ennemi politique combattu.

Aux États-Unis, plusieurs chercheurs font remonter non pas l'émergence mais l'accentuation profonde et durable de la polarisation politique à la période de la présidence Reagan (1981-1989) et au « *réalignement* » partisan des démocrates et des républicains qui se joue alors³². À partir du milieu des années 1980 – avec une accélération dans les années 1990 sous l'influence du Républicain Newt Gingrich³³ – les deux partis qui ont toujours structuré la vie politique américaine auraient progressivement

³⁰ Voir notamment Ward, Dalston G. and Margit Tavits. "How partisan affect shapes citizens' perception of the political world." *Electoral Studies* (2019) et Markus Wagner, "Affective polarization in multiparty systems", *Electoral Studies* (2021).

³¹ Valentino, Nicholas A., Ted Brader, Eric W. Groenendyk, Krysha Gregorowicz, and Vincent L. Hutchings (2011). 'Election Night's Alright for Fighting: The Role of Emotions in Political Participation', *The Journal of Politics*, Huddy, Leonie, Lilliana Mason, and Lene Aarøe (2015). 'Expressive Partisanship: Campaign Involvement, Political Emotion, and Partisan Identity', *American Political Science Review*.

³² Abramowitz, Alan L., and Kyle L. Saunders. "Ideological Realignment in the U.S. Electorate." *The Journal of Politics* 60, no. 3 (1998).

³³ Membre de la chambre des représentants dont il fut le président entre 1995 et 1999, Newt Gingrich est considéré comme l'un des grands inspirateurs de la politique volontairement clivante d'un Donald Trump.

cessé de converger, et s'inscriraient dans une binarité beaucoup plus marquée, qui n'aurait cessé de croître depuis, atteignant son point d'orgue avec l'arrivée de Donald Trump dans le paysage politique états-unien. Ce long processus de polarisation politique aux États-Unis a conduit à réduire les points de convergence entre les partis, comme leur capacité à trouver des terrains d'entente et à créer du compromis. L'un des symptômes les plus flagrants de cette polarisation, sur le terrain de l'action politique, est la difficulté à voter un budget au Congrès chaque année, faisant peser de manière désormais quasi systématique un risque de *shutdown*³⁴. Ces situations de blocage budgétaire liées à la polarisation croissante du paysage politique ne sont pas l'apanage des États-Unis, et 2024 a offert d'éloquents exemples en France et en Allemagne.

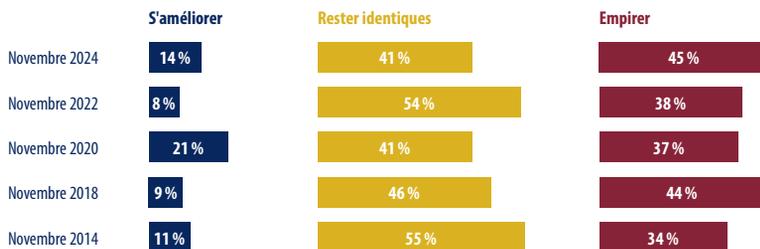
Si une dose de polarisation est indispensable dans toute démocratie, son excès est donc considéré comme un poison. La littérature scientifique de ces dix dernières années s'est ainsi abondamment intéressée aux effets négatifs de la polarisation sur la démocratie, et en particulier de la polarisation dite « affective ». Mais plus récemment, l'ambivalence de ses effets a fait l'objet de recherches plus approfondies. **Parmi les effets accidentellement positifs de la polarisation, figure l'augmentation possible de la participation :** en permettant d'identifier plus clairement les oppositions entre partis, elle dément l'adage selon lequel les politiques seraient « tous les mêmes ». La polarisation politique peut ainsi, d'une certaine manière, favoriser l'investissement électoral. Plus les programmes des partis se rejoignent, plus il est difficile pour l'électeur de les distinguer et plus l'importance projetée du vote paraît faible. *A contrario*, plus leurs corpus idéologiques s'éloignent et se clivent, plus l'identification partisane se simplifie – jusqu'à un certain point, une polarisation trop extrême laissant orphelins l'immense majorité des électeurs modérés.

³⁴ Le *shutdown* désigne l'arrêt des activités gouvernementales dû à un blocage autour de l'adoption du budget fédéral entre les pouvoirs exécutif et législatif.

Au-delà du « réalignement » et de la distinction plus nette entre les partis comme facilitateurs de choix, la polarisation « affective » entraîne quant à elle une mutation plus profonde, **où l'adversaire politique devient un ennemi à abattre**. Il n'est plus simplement question d'une alternance politique classique, mais bien d'un combat existentiel à mener. **Le passage du registre de l'alternance à celui de l'affrontement peut ainsi favoriser l'engagement électoral**, car il est insupportable d'imaginer que l'adversaire puisse rester / arriver au pouvoir. Les ressorts changent de dimension, la motivation et l'engagement croissent, carburant à la haine, la peur et au ressentiment. **Les « polarisés affectifs » vont donc mécaniquement voter davantage, car les enjeux perçus seront jugés considérables.**

La réélection de Donald Trump au mois de novembre 2024 pourrait accentuer ce phénomène de polarisation, aux États-Unis comme ailleurs, en encourageant la désinhibition de certains de ses homologues (ou plutôt, aspirants à l'être), galvanisés par la victoire du leader MAGA, attribuée en partie à son style outrancier et à son génie marketing. Mais cette victoire lui attirera encore davantage l'hostilité de ceux qui, de l'autre côté du spectre, l'ont toujours diabolisé et continueront de le faire, entérinant une polarisation qui ne serait plus seulement passagère mais durable – de là à la qualifier d'irréversible ?

Graphique n° 2 : part des électeurs qui considèrent qu'au cours de l'année à venir, les relations entre républicains et démocrates vont...



Note : près de la moitié du public s'attend à ce que la polarisation à Washington s'aggrave l'année prochaine.

Source : Survey of US adults conducted Nov., 12-17.2024.

Dans une moindre mesure, des comportements similaires peuvent être observés en France et ailleurs en Europe. Selon un baromètre développé par l'université Charles III de Madrid³⁵, la France serait le pays le plus polarisé politiquement d'Europe, une polarisation qui se manifeste sous nos yeux, et qui se renforce tout particulièrement depuis la dissolution du 9 juin 2024. Les clivages idéologiques entre les trois blocs qui structurent désormais la vie politique y sont de plus en plus forts et la capacité à trouver des points de convergence et de compromis régresse d'autant.

Les autres pays européens ne sont pas en reste pour autant. Un étude menée en 2023 par des chercheurs des universités de Vienne et d'Amsterdam³⁶ concernant l'Allemagne, l'Espagne et les Pays-Bas établit

³⁵ EU Political Barometer, Université Charles III de Madrid.

³⁶ Hartevelde, E., Wagner, M. Does affective polarisation increase turnout? Evidence from Germany, The Netherlands and Spain. *West European Politics*, 2022.

une corrélation directe entre l'augmentation de la polarisation affective et l'intention d'aller voter. En s'appuyant sur des données électorales longitudinales dans chacun des trois pays, les chercheurs démontrent que les élections où s'affrontent des candidats suscitant les plus hauts niveaux d'antipathie sont celles où la participation est la plus forte. L'étude démontre également que ce phénomène ne se cantonne pas aux citoyens les plus engagés politiquement, mais qu'il concerne aussi des électeurs initialement peu investis. **La polarisation affective permet donc à un électorat usuellement éloigné du vote de regagner, par un ambivalent chemin, les voies du civisme.**

Dernier élément mis en évidence par l'étude : l'effet « spirale » qui existe entre polarisation affective et participation, les deux phénomènes s'auto-entretenant. Plus les électeurs sont polarisés, plus ils participent ; plus ils participent, plus ils sont engagés de manière personnelle et affective dans les résultats et donc plus ils se polarisent. Les chercheurs projettent ainsi une augmentation concomitante des deux phénomènes dans les années à venir et s'interrogent sur la manière de briser cette spirale. Le rôle fondamental que jouent les médias sur ce terrain est notamment évoqué, les médias ayant tendance à être bien plus polarisés que ne l'est la société.

En Europe comme aux États-Unis, la question est donc désormais de reprendre le contrôle de la spirale polarisation affective – participation, en l'orientant vers un débat citoyen au service de l'intérêt général. Une des pistes est bien sûr le rôle clé joué par les médias – médias traditionnels, mais aussi réseaux sociaux ou podcasts, qui ont eu un impact significatif dans la campagne électorale américaine³⁷. Il existe d'ailleurs un lien direct entre polarisation et budgets de l'audio-visuel public, ce dernier portant une responsabilité dans la fiabilité de l'information et le degré de polarisation.

³⁷ "US election shows how podcasts are shaping politics – and what the risks are", *The Conversation*, Maxwell Modell, 19 novembre 2024.

c. Le contre-exemple britannique

À contre-courant des tendances observées en France, en Allemagne et aux États-Unis, **les élections générales britanniques ont enregistré des scores de participation historiquement faibles** (60 %, contre 67,5 % en 2019). Selon le *think tank* de centre-gauche, Institute for Public Policy Research (IPPR³⁸), la participation « réelle » serait plus faible encore et la moitié seulement des Britanniques qui auraient pu voter se sont rendus aux urnes (l'IPP se basant non pas sur la part d'inscrits sur les listes électorales mais sur les adultes en âge et en situation de voter, y compris les non-inscrits). Selon le *think tank*, il s'agirait ainsi du taux de participation le plus bas depuis l'instauration du suffrage universel en 1928. L'IPP relève également d'importantes disparités entre circonscriptions, le vote étant beaucoup plus élevé dans celles où l'électorat est plus âgé et plus aisé. Le *think tank* appelle ainsi le nouveau gouvernement travailliste à présenter un projet de loi de modernisation électorale visant à augmenter la participation et à réduire les inégalités lors des élections, qui comprendrait notamment l'inscription automatique sur les listes électorales, l'extension du droit de vote aux jeunes de 16 et 17 ans et le renforcement des règles relatives aux dons aux partis politiques. Des propositions que Keir Starmer a en partie reprises, puisqu'un tel projet de loi serait effectivement à l'étude.

³⁸ “Half of us: Turnout patterns at the 2024 general election”, Institute for Public Policy Research, 12 juillet 2024.

Lutter contre l'abstention au Royaume-Uni : une réforme électorale à l'agenda du nouveau gouvernement travailliste ?

La réforme envisagée par le nouveau gouvernement travailliste, évoquée de façon lapidaire dans le *King's Speech* de Keir Starmer le 17 juillet, viserait à simplifier le processus électoral et à remédier aux problèmes persistants de sous-inscription, en particulier chez les jeunes, les minorités et les personnes les plus défavorisées.

Environ 8 millions d'électeurs éligibles ne seraient actuellement pas inscrits sur les listes électorales au Royaume-Uni, une situation aggravée par l'introduction en 2023 de nouvelles exigences d'identification des électeurs, critiquées pour avoir exclu des populations vulnérables de façon disproportionnée. Parallèlement à l'enregistrement automatique des électeurs, des discussions plus vastes portent sur la réforme électorale, et notamment sur l'introduction d'une dose de proportionnelle. Les critiques du système majoritaire uninominal (*First Past the Post*, FPTP), qui font écho aux débats que nous connaissons en France sur le fait majoritaire, soutiennent qu'il ne reflète pas la diversité de l'électorat, comme l'illustrent les déséquilibres significatifs entre les votes exprimés et les sièges obtenus lors des dernières élections. Keir Starmer a indiqué que cette réforme s'inscrirait dans sa vision de lutte contre les inégalités démocratiques et de restauration de la confiance dans le système électoral. Toutefois, sa mise en œuvre nécessitera de surmonter les résistances des conservateurs et de gérer des priorités politiques concurrentes au sein du nouveau gouvernement. Depuis le mois de juillet, très peu d'annonces ou d'avancées ont été faites sur ce sujet³⁹.

³⁹ "Dozens of new Labour MPs join group pushing for electoral reform", *The Guardian*, 25 novembre 2024.

Comment expliquer une si faible mobilisation électorale dans le pays ? Et comment lier ici la participation au phénomène de polarisation qu'a connu le Royaume-Uni de manière critique au moment du Brexit ?

Toutes les démocraties libérales ne sont pas touchées de façon homogène par la polarisation qui fluctue constamment, elle progresse chez beaucoup, mais régresse aussi chez certaines. C'est le cas en particulier de la polarisation dite « affective ». Une étude menée par des chercheurs de Stanford et Harvard⁴⁰ dans 12 pays de l'OCDE a permis de distinguer plusieurs dynamiques en termes de polarisation affective. Les auteurs distinguent ainsi trois groupes : le premier, uniquement composé des États-Unis, correspond à une poussée massive de la polarisation depuis les années 1980. Le deuxième, qui comprend cinq pays dont la France, met en évidence une polarisation croissante mais plus faible que celle observée aux États-Unis. Le dernier groupe, enfin, est composé de six pays, dont le Royaume-Uni, où la polarisation affective, en particulier depuis les années 2000, régresse. L'étude montre que la polarisation a augmenté dans le pays durant les années Thatcher (1979-1990), avant de retomber durant les deux mandats de Tony Blair (1997-2007), puis d'évoluer de manière fluctuante au gré des gouvernements conservateurs successifs. Mais la tendance générale observée depuis 2000 va dans le sens d'un recul moyen de la polarisation affective dans le pays. D'autres études⁴¹ ont bien montré un pic de polarisation au moment du Brexit, et son ancrage durable dans la société britannique depuis. Cette polarisation est néanmoins plus difficile à cerner dans les enquêtes dans la mesure où elle se jouait entre les « Remainers » et les « Leavers » et que ces deux catégories pouvaient difficilement se superposer sur les deux grands partis qui structurent la vie politique du pays, chacun étant traversé par des mouvements contraires – en particulier le parti Conservateur⁴².

⁴⁰ Levi Boxell, Matthew Gentzkow, Jesse M. Shapiro; *Cross-Country Trends in Affective Polarization. The Review of Economics and Statistics* 2024.

⁴¹ Carter, Tannah, "The United Kingdom and Brexit: A Case Study in Affective Polarization," *Sigma: Journal of Political and International Studies*: Vol. 41, Article 5 (2024).

⁴² Six électeurs conservateurs sur dix auraient voté en faveur du Brexit, les moitiés des électeurs travaillistes auraient voté en faveur du Remain.

La société britannique, qui a connu un pic de polarisation avec le Brexit, serait-elle en instance de « dépoliarisation », revenant à une alternance gauche / droite plus classique ? Il est trop tôt pour le dire, et on ne sait à ce stade si cette régression traduit une nouvelle maturité, un apaisement sociétal ou, au contraire, une indifférence délétère. Si l'étude de Stanford classe le Royaume-Uni parmi les pays où la polarisation affective régresse, de nombreuses autres enquêtes insistent sur le fort degré de polarisation politique qui persiste dans le pays, et qui s'est notamment traduit par la progression du *National Conservative movement*, proche du mouvement MAGA, et par l'arrivée au Parlement britannique de cinq députés du parti de Nigel Farage, Reform UK, lors des élections générales de 2024. Néanmoins, l'hypothèse d'une baisse de la polarisation ponctuelle, basée sur le retour à une alternance plus classique entre une droite conservatrice et une gauche modérée, débarrassée de ses figures les plus clivantes et controversées comme l'était celle du prédécesseur de Keir Starmer, Jeremy Corbyn (mais aussi celles de Boris Johnson ou Teresa May), ne doit pas être écartée. L'alternance était d'ailleurs moins motivée par la haine, la détestation ou la peur que par une immense lassitude et un désir de tourner la page de quatorze années de gouvernement conservateur – lassitude qui doit partiellement expliquer aussi la faible participation au scrutin. Les débuts du gouvernement Starmer, et ses projets sur l'immigration⁴³ ou l'économie, semblent d'ailleurs marquer le retour d'une forme de convergence programmatique entre Conservateurs et Travailleurs dans le pays. Expliquerait-elle la faiblesse historique de participation ? Elle n'en est assurément pas l'unique facteur – nous avons précisé plus haut quelques-unes des raisons identifiées par le nouveau gouvernement lui-même – mais elle peut faire partie de l'explication.

⁴³ « Crise migratoire : "pragmatique", Keir Starmer veut s'inspirer des solutions de Giorgia Meloni », *Les Échos*, Olivier Tossier, Nicolas Madelaine, 16 septembre 2024.

1.3. THÈMES : *IT'S THE ECONOMY, STUPID!*

a. L'inflation et le pouvoir d'achat au cœur des préoccupations des électeurs

Au travers des enquêtes électorales menées en amont et à l'issue des principales élections, on observe une grande homogénéité dans les sujets de préoccupation des électeurs. **L'économie et le pouvoir d'achat figurent quasi systématiquement au premier rang de ces priorités**, en dépit de situations très contrastées observées dans les différents pays.

Au **Royaume-Uni** par exemple, en 2019, dans un contexte encore très marqué par la sortie de l'UE, les trois thèmes dominants dans l'électorat étaient le Brexit, le marché commun et l'Europe, suivis de la santé, du National Health Service (NHS, système de santé britannique) et, enfin, de l'éducation. En 2024, le trio de tête a changé. La santé s'est hissée en sujet prioritaire, suivie de l'économie et de l'immigration. Si l'on additionne l'item « économie » et l'autre item présent dans les enquêtes Ipsos « inflation, hausse des prix », ce binôme arrive en tête, avec une réelle convergence parmi les électeurs. Si l'on observe des différences parmi les électeurs conservateurs et travaillistes sur tous les autres sujets, ils placent à égalité la question économique – là où l'immigration par exemple fait l'objet d'un important clivage (sujet considéré comme prioritaire pour 18% des électeurs du Labour, mais pour 47% des Conservateurs). Il s'agit donc d'une priorité consensuelle dans le pays, qui transcende les appartenances politiques. Une priorité non sans fondement, puisque l'économie britannique a vécu ces dernières années une longue période de stagnation, plus marquée que chez ses voisins. Si un rebond a été enregistré au premier trimestre 2024, l'économie du pays n'a progressé que de 2,3% depuis fin 2019. Sur cette même période, la progression française est de 3,8%, elle est de 4,7% en Italie et de 9,4% aux États-Unis. La guerre en Ukraine et la hausse des prix du gaz pour un pays qui y est fortement dépendant, comme

les conséquences à long terme du Brexit, expliquent cette faible croissance. Elle se double de finances publiques très dégradées : le déficit public s'élève à 4,5 %⁴⁴ du PIB en 2024 et la dette publique britannique représentait 102 % du PIB à l'automne 2024.

L'inflation et le pouvoir d'achat sont également considérés comme prioritaires en France – première préoccupation de 38 % des Français⁴⁵ – ce qui est là aussi corrélé à une dégradation très importante de nos finances publiques et à une augmentation de l'endettement. Dans les deux pays, le sujet du logement occupe, dans ces débats, une place absolument centrale.

Aux États-Unis, jamais l'économie n'aura autant compté dans une élection présidentielle depuis 2008 et la crise financière. C'est ce que montrent les chiffres répertoriés par Gallup entre 1996 et 2024. Les propositions des candidats concernant l'économie sont « extrêmement importantes » pour 52 % des électeurs, ils étaient 44 % en 2020, 42 % en 2016 à y accorder une telle importance. Selon l'agrégateur de Google « *Wage of interest* », les recherches des internautes liées à l'inflation ont progressé de 115 % par rapport à l'élection de 2020, c'est la plus forte progression thématique enregistrée entre les deux scrutins. Précisons néanmoins que les questions économiques étaient largement prioritaires pour les électeurs de Trump, mais qu'elles étaient devancées par les questions relatives à l'avenir de la démocratie par les électeurs d'Harris. Ce primat de l'économie aux États-Unis – contrairement à la situation britannique – peut surprendre, dans la mesure où la situation du pays était, courant 2024, bien moins défavorable qu'elle ne l'avait été dans les mois précédents : croissance de 2,5 % en 2023, et estimée à 2,8 % pour 2024, processus de désinflation bien engagé depuis l'été 2020, taux de chômage à 4,2 %, etc⁴⁶. Mais le sentiment d'une situation

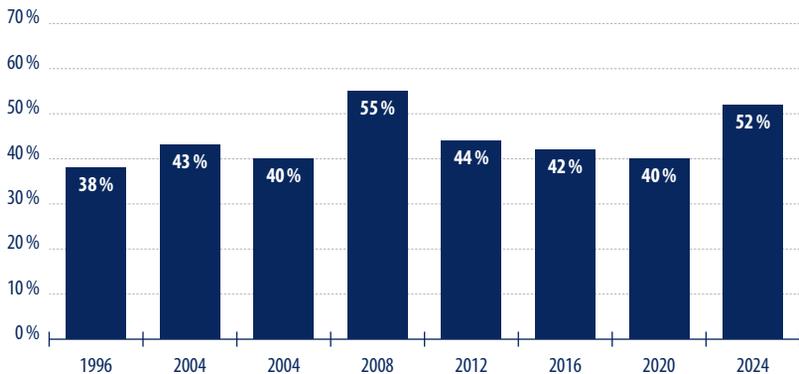
⁴⁴ *Office for the Budget Responsibility.*

⁴⁵ *Fractures françaises 2024 : anatomie d'une chute ? par Ipsos pour Le Monde, le Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, décembre 2024.*

⁴⁶ *Direction générale du Trésor, Situation économique aux États-Unis – septembre 2024.*

très dégradée restait majoritaire au sein de l'électorat, en particulier chez les Républicains. Une étude de Yougov montre la volatilité de ces sentiments parfois infondés : alors qu'à la fin du mois d'octobre, à quelques jours de l'élection, 63 % des électeurs républicains affirmaient que leur situation économique personnelle s'était aggravée en un an, quelques jours plus tard, après l'élection de Donald Trump, ils n'étaient plus que 48 % à le penser.

Graphique n° 3 : part des électeurs qui considèrent que les propositions économiques des candidats à la présidentielle sont « capitales » pour leur vote



b. Immigration et santé figurent dans le trio de tête, mais bénéficient de traitements politico-médiatiques très différenciés

Le contrôle de l'immigration illégale figure dans le trio de tête des préoccupations en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis. La question migratoire est d'ailleurs mêlée à l'économie, dans la mesure où elle est davantage corrélée à des problématiques de déclassement économique et d'aides sociales que d'insécurité. Cette question a été très

largement reprise dans les campagnes européennes et américaines, mais elle est beaucoup moins consensuelle que ne le sont les questions d'économie et de santé, qui préoccupent les électeurs de tous les partis. Selon les sondages sortis des urnes⁴⁷, l'immigration était le principal sujet de l'élection pour 20 % des électeurs de Trump, mais il se situait en dessous de 5 % pour les électeurs de Kamala Harris. Idem pour les élections législatives en France, si les sujets migratoires étaient prioritaires pour les électeurs du Rassemblement national (77 % placent ce sujet dans le trio de tête de leurs préoccupations), ils arrivaient loin derrière pour les électeurs du Nouveau front populaire (seuls 4 %⁴⁸ en faisaient l'un des trois déterminants principaux de leur vote).

Insistons ici sur la place de la santé, qui figure parmi les priorités des électeurs mais qui est très peu relayée par les médias et par les politiques. Sujet numéro 1 au Royaume-Uni comme nous l'évoquions plus haut, mais également très présent en France (40 % des Français placent la santé parmi les trois sujets qui les préoccupent le plus, une progression de trois points en un an, comme l'a montré le dernier rapport sur l'état de la France du CESE⁴⁹). La santé a également joué un rôle capital lors de la campagne américaine : c'est aux États-Unis que les dépenses de soins sont les plus importantes (16,6 % du PIB, contre 8,9 %⁵⁰ en France), ce qui n'empêche pas la dégradation de la santé des Américains : obésité, diabète, crise des opiacés expliquent en partie un recul de l'espérance de vie (-2,5 ans entre 2014 et 2021⁵¹). Si la question du droit à l'avortement a fortement mobilisé durant la campagne, les autres sujets d'accès aux soins ont été passés sous silence, alors même

⁴⁷ "NBC News Exit Poll: Voters express deep concern about America's democracy and economy", NBC News, 5 novembre 2024.

⁴⁸ Ipsos, Institut Montaigne, CEVIPOF, Le Monde, Fondation Jean Jaurès, Enquête électorale française : Européennes – Vague 6 – juin 2024.

⁴⁹ Sortir de la crise démocratique - Rapport annuel sur l'état de la France en 2024, CESE, octobre 2024.

⁵⁰ Dépenses de santé, INSEE, 23 novembre 2023.

⁵¹ "Life Expectancy in the U.S. Dropped for the Second Year in a Row in 2021", National Center for Health Statistics, 2022.

que, selon une enquête de KFF⁵², une ONG américaine de référence basée à San Francisco, la santé est la deuxième préoccupation des électeurs américains, juste derrière les questions économiques. Selon cette même étude, 55 % des électeurs de Donald Trump et 76 % des électeurs de Kamala Harris faisaient de la santé un des sujets décisifs de leur vote. En moyenne, la santé est donc capitale pour 65 % des électeurs. Une autre enquête de YouGov parue en janvier 2024⁵³ montrait que la santé était le deuxième sujet qui préoccupait le plus les Américains (69 %), derrière l'inflation (75 %). Sujet préoccupant pour 61 % des électeurs, toutes sensibilités confondues, l'immigration n'occupait que la sixième place, derrière les nominations à la Cour suprême (63 %), la politique étrangère (62 %) et la criminalité (61 %). Il s'agit néanmoins du sujet à propos duquel la polarisation (43 % d'écart) était la plus sensible entre les électeurs : 39 % des électeurs démocrates jugent le sujet très important, contre 82 % des électeurs républicains. On retrouve un écart comparable (51 %) pour les enjeux climatiques, essentiels pour 11 % des électeurs républicains mais pour 62 % des électeurs démocrates. Les sujets de la santé et du pouvoir d'achat sont liés : entre 2017 et 2022, 4 Américains sur 10 se sont endettés à cause de factures médicales.

Ce décalage entre les préoccupations des citoyens et le traitement politico-médiatique de certains sujets atteste d'une capacité croissante des leaders populistes à imposer les termes du débat démocratique, comme nous l'avions démontré dans une note de l'Institut Montaigne⁵⁴ parue en amont de l'élection européenne. Cette capacité à faire primer leur agenda procède d'une double dynamique, essentiellement rhétorique : celle du « bon sens », du courage et du parler vrai – nous osons nous emparer de sujets que les autres ont lâchement délaissés par manque de courage – et celle de l'outrance, de la caricature

⁵² "KFF Health Tracking Poll September 2024: Harris v. Trump on Key Health Care Issues", KFF, 10 septembre 2024.

⁵³ *The Economist/YouGov Poll*.

⁵⁴ *Union européenne : portée et limites des nationaux-populistes*, Institut Montaigne, avril 2024.

et de l'invective (c'est le cas de la campagne de Donald Trump et des propos qu'il a tenus sur les immigrés, notamment haïtiens). Ces sujets pourraient, selon eux, se satisfaire de réponses simples et radicales (les expulsions de masse, la remigration). Au contraire, un sujet comme la santé peut difficilement donner lieu à de telles réponses simplistes et sera donc moins facilement intégré au répertoire populiste, faute de capitalisation politique possible. Il sera donc, par ricochet, moins relayé par les médias qui souvent suivent le tempo donné par ces leaders. Il est d'ailleurs révélateur qu'un parti comme le Rassemblement national en France aborde le sujet de la santé par le prisme de l'aide médicale d'État et donc, d'une façon à peine détournée, qu'il le réintègre dans sa rhétorique anti-migrants. Le sujet, seul face à son immense complexité, se trouve peu susceptible de pouvoir des réponses simples et facilement appréhendables et sera donc moins traité par les leaders populistes, moins intégré au débat politique et, *in fine*, moins relayé par les médias. **Tout l'enjeu pour les prochaines campagnes est de parvenir à mettre fin à la confiscation des termes du débat par les leaders populistes. Mettre le débat au bon endroit, au bon niveau, et s'assurer qu'il bénéficie des relais politico-médiatiques appropriés.**

c. Les questions climatiques
reléguées à l'arrière plan

Les problématiques environnementales, aussi bien en Europe qu'au Royaume-Uni et aux États-Unis, ont occupé une place périphérique durant les différents scrutins.

L'UE est symptomatique de ce recul. Pour en apprécier l'ampleur, il est important de revenir aux élections de 2019. Les questions climatiques y étaient omniprésentes et on parlait, au lendemain des résultats, de « vague verte », voire de « tsunami vert ». Le PPE et les Sociaux-démocrates, les deux premiers groupes du Parlement, avaient alors perdu de nombreux sièges au profit de la jeune formation Renew et des Verts.

Avec un peu plus de 10% des voix, ces derniers obtenaient 74 sièges, soit 22 de plus que durant la précédente législature. Ce renforcement au sein du Parlement a eu une incidence politique majeure puisque les sujets climatiques ont été hissés au rang de priorités non seulement par les Verts mais par l'ensemble des partis de la coalition centriste, dont le PPE. Le Green Deal figurait ainsi parmi les priorités de la première mandature d'Ursula von der Leyen à la Commission européenne.

En 2024, le paysage a changé. La guerre en Ukraine, la situation au Proche-Orient, l'inflation, et les risques de récession économique – notamment en Allemagne – ont été au cœur des campagnes, loin devant la question environnementale que les manifestations agricoles de début d'année ont questionnée d'autant. L'Eurobaromètre⁵⁵ montrait ainsi, au mois d'avril 2024, un électorat préoccupé par les questions de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (33 %), la santé publique (32 %), l'économie et la création d'emplois (31 %), la défense et la sécurité (31 %). Le caractère secondaire des questions environnementales pour une partie de l'électorat s'est traduit dans les votes, puisque le groupe des Verts au Parlement européen est celui qui a connu l'un des plus importants revers. Avec 53 eurodéputés, le groupe a perdu 22 sièges et est désormais le sixième groupe du Parlement. Il occupait la quatrième place durant la législature précédente. Ce recul aura une incidence majeure sur les politiques climatiques que pourra conduire la nouvelle Commission durant les quatre prochaines années. Celle-ci, adoubée par les eurodéputés à une courte majorité le 27 novembre (370 voix pour, 282 contre et 36 abstentions), abordera la transition verte sous un angle avant tout compétitif et stratégique. La concurrence américaine et chinoise sur les technologies vertes, les risques de dépendance sur les énergies fossiles, donneront inéluctablement une coloration plus économique à des discussions qui seront par ailleurs rendues plus difficiles par le renforcement, au sein du Parlement et de la Commission, de forces politiques hostiles aux politiques environnementales.

⁵⁵ *European Parliament Eurobarometer, Spring 2024, Use your vote – Countdown to the European elections, avril 2024*

Aux États-Unis, on observe un même recul. Les questions climatiques étaient au cœur de la campagne présidentielle de 2020 : selon une étude conduite par le *High Meadows Environmental Institute*, le changement climatique était la préoccupation de long terme la plus importante pour l'électorat de Joe Biden et 44 % des électeurs – tous partis confondus – le classaient dans le top 5 de leurs priorités, devant la santé et les droits des minorités⁵⁶. En 2024, selon une enquête du *Pew Research Center*, seuls 37 % des Américains classaient le changement climatique parmi leurs priorités – avec de vraies différences au sein de l'électorat : 11 % des électeurs de Trump considèrent le sujet comme « très important », contre 62 % des électeurs de Kamala Harris. Le poids du climat pour les électeurs démocrates n'a néanmoins pas conduit la candidate du parti à insister sur ces sujets durant sa campagne, où ils ont été relativement absents, une absence remarquée lors du congrès du parti à Chicago. Kamala Harris a même reculé sur certains de ses engagements de 2019, notamment l'interdiction de l'extraction de gaz et de pétrole par la technique de fracturation hydraulique (*fracking*), un recul que beaucoup justifient par la nécessité de conquérir l'électorat de Pennsylvanie, haut lieu d'exploitation de gaz de schiste. Cette baisse peut paraître d'autant plus surprenante que les États-Unis ont connu, dans les mois qui ont précédé l'élection, d'importantes catastrophes naturelles dont l'intensité est accentuée par le changement climatique, comme les ouragans Héléne et Milton.

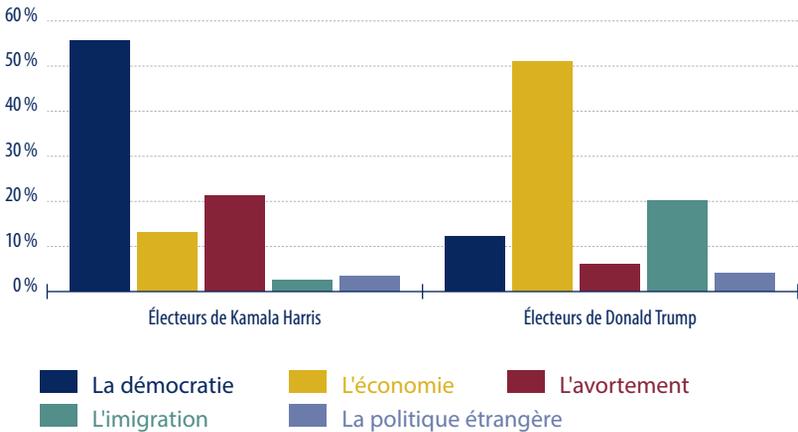
d. Quelle place pour le retour de la guerre dans les différents scrutins ?

Dernier changement majeur à prendre en compte pour les élections de 2024 : le retour de la guerre. Absente – ou du moins plus lointaine – lors des scrutins européens de 2019 et américain de 2020, elle s'est réinventée dans le débat démocratique des deux côtés de l'Atlantique, avec la guerre au Proche-Orient et celle menée par la Russie en Ukraine. **Moins**

⁵⁶ *By the Numbers: How Climate Change Influenced Voters in the 2020 Presidential Election*, High Meadows Environmental Institute, 2021.

que les guerres elles-mêmes, il semble que ce soit leurs conséquences économiques – et énergétiques – qui aient pu compter dans le choix des électeurs. Aux États-Unis, selon les sondages sortis des urnes, la situation internationale arrive très loin derrière l'économie, la démocratie, l'immigration et l'avortement. Il y a donc un décalage massif entre le relais – notamment médiatique – de ces sujets (en particulier sur les mobilisations au sein des Universités américaines et, dans une moindre mesure, françaises) et la réalité des moteurs du vote.

Graphique n° 4 : enjeux les plus déterminants du vote selon les électorats



Si la situation internationale et les guerres de Gaza et d'Ukraine n'ont pas eu d'impact significatif sur le vote, les résultats des différents scrutins auront assurément des incidences sur ces deux conflits. Au niveau européen, la progression de certains partis d'extrême droite pourrait sinon bloquer l'aide à l'Ukraine du moins ralentir le processus d'adhésion du pays à l'UE. Au niveau américain, l'élection de Donald Trump annonce des évolutions majeures dans la tenue de ces deux guerres.

2 Résultats et perspectives

2.1. RÉSULTATS : LES SORTANTS SANCTIONNÉS, LES POPULISTES CONFORTÉS

- a. Un revers infligé à l'ensemble des gouvernements en place – y compris illibéraux

La toute première leçon qui se dégage concernant les résultats est celle d'une sanction massive infligée aux sortants. Comme le souligne John Burn-Murdoch dans le *Financial Times*⁵⁷, c'est la première fois depuis 120 ans que les responsables politiques au pouvoir sont à ce point sanctionnés dans les urnes. C'est ce que montrent les données rassemblées par le projet de recherche international ParlGov, qui a analysé les scrutins ayant eu lieu dans dix principaux pays appelés à voter cette année.

Des Démocrates américains aux Conservateurs britanniques en passant par le parti d'Emmanuel Macron, les Libéraux-Démocrates japonais, et même le BJP de Narendra Modi, les partis au pouvoir et leurs dirigeants ont subi, en 2024, une série de revers sans précédent.

Ces revers massifs et simultanés rejoignent ce que nous écrivions précédemment sur l'homogénéité des sujets qui ont fait la campagne et la colère des populations, qui attribuent la dégradation de leur situation économique et sociale personnelle à l'action (ou à l'inaction en l'occurrence) des gouvernements en place. La situation économique mondiale et les attentes des électeurs sont donc largement (mais pas uniquement) responsables de ce revers. À cela ajoutons l'immense désir d'alternance qui s'est fait ressentir un peu partout : au

⁵⁷ John Burn-Murdoch, "Democrats join 2024's graveyard of incumbents", *Financial Times*, 7 novembre 2024.

Royaume-Uni pour sortir de 14 années de gouvernement conservateur, aux États-Unis où les dernières données montrent que le vote Trump était d'abord et avant tout motivé par le désir de changement⁵⁸, en France ou en Allemagne, face au désaveu des chefs d'État et de gouvernement.

Ce revers ne concerne pas seulement les démocraties dites libérales puisque, si l'on sort du champ strict de notre analyse, plusieurs pays comme l'Inde et la Turquie ont aussi subi de tels reculs.

Les élections municipales en Turquie

Dernière échéance majeure pour Recep Tayyip Erdogan avant la présidentielle de 2028, les élections locales turques du 31 mars 2024 ont été marquées par une très forte progression de l'opposition kémaliste. Le Parti républicain du peuple (CHP) a ainsi remporté 35 % des voix et 35 villes, dont les municipalités déjà acquises d'Istanbul, d'Ankara, et d'Izmir, ainsi que quatorze municipalités et provinces supplémentaires, y compris dans des régions conservatrices d'Anatolie centrale. Réélu en 2023 malgré des pronostics qui le donnaient perdant, Erdogan avait fait de la reprise d'Istanbul son absolue priorité. Ambition qui se solde par un échec puisque l'AKP n'obtient que 37 % des voix et 24 villes (contre 44 % des voix et 39 villes en 2019). Ces élections ont ainsi illustré que *« la politique locale occupe une place importante dans la fragile mais résiliente démocratie turque. Les élections locales donnent à voir une cartographie – plus nuancée et granulaire – d'une géographie politique turque tripolarisée, depuis une vingtaine d'années,*

⁵⁸ Données Pew Research center.

*entre régions côtières kémalistes, Anatolie intérieure conservatrice et Sud-Est kurde*⁵⁹ ». Soli Özel⁶⁰ souligne aussi combien l'économie a joué un rôle central dans la défaite d'Erdogan, à l'instar de la totalité des élections évoquées plus haut, et en dépit de l'argumentaire sécuritaire déployé par le président, qui avait présenté le parti kémaliste comme un soutien des kurdes. En effet, si les classes urbaines éduquées, déçues par l'échec de l'opposition lors de la présidentielle, se sont moins mobilisées en faveur de l'opposition lors de l'élection de mars, leur abstention a été compensée par celle des électeurs traditionnellement favorables au pouvoir qui, laissés-pour-compte de politiques économiques mal pensées par le gouvernement, ont même fait le choix de se tourner pour la première fois vers le CHP. Soli Özel note aussi une certaine contestation de l'islamisation mise en œuvre par le pouvoir, que l'on constate à travers le nombre important de femmes élues à la tête de municipalités, y compris dans des villes ultra conservatrices. Le vote des retraités, déçus face à la non-augmentation de leurs pensions, pourrait avoir joué un rôle important dans ce vote sanction à l'encontre d'Erdogan. Ainsi que le souligne Soli Özel, entre le poids de l'inflation et celui de l'abstention, la dynamique de la présidentielle de mai 2023 s'est inversée. Comme l'écrivent Uysal et Denizeau, ces élections ont ainsi illustré l'aphorisme célèbre de l'ancien président Süleyman Demirel : *« il n'est pas de gouvernement qu'une casserole vide ne puisse faire tomber »*.

⁵⁹ *Le grand continent*, « Turquie : cartographier le basculement aux élections municipales. 10 points, 10 cartes et graphiques », Selin Uysal et Aurélien Denizeau, 2 avril 2024.

⁶⁰ « Municipales en Turquie : de la solitude des sommets, plus dure sera la chute ? », Institut Montaigne, 3 avril 2024.

**b. Des populistes renforcés,
notamment en Europe...**

La réélection de Donald Trump aux États-Unis le 5 novembre 2024, comme le renforcement des formations illibérales ou d'extrême droite au Parlement européen à l'issue du scrutin de juin, sont d'éloquents révélateurs de la progression des leaders populistes des deux côtés de l'Atlantique. Avec 187 eurodéputés nationaux-populistes (issus des rangs du RN en France, de Fratelli d'Italia, de l'AfD allemande ou du PiS polonais) contre 141 dans la législature précédente, la progression de ces groupes s'inscrit dans une dynamique de long terme dont il faut analyser les ressorts.

Au niveau européen, la progression de ces formations au Parlement s'accompagne de leur renforcement au sein des autres institutions communautaires. La nouvelle Commission européenne présidée par Ursula von der Leyen, entrée en fonction le 1^{er} décembre suite au vote favorable des eurodéputés, comprend des figures issues de ces partis : l'Italien Raffaele Fitto, ancien membre du gouvernement Meloni, désormais vice-président exécutif de la Commission en charge de la cohésion des territoires, et le Hongrois Oliver Varhelyi, commissaire européen à la santé et au bien-être animal. Ces deux nominations, dont il ne faut pas surestimer l'impact – aucun des deux portefeuilles n'étant éminemment stratégique pour l'avenir de l'UE – bousculent néanmoins l'équilibre d'une institution qui a souvent tenu à l'écart ces formations. Elles sont donc désormais représentées au sein des trois institutions européennes – Commission, Conseil et Parlement – ce qui peut laisser présager un renforcement progressif de leur influence.

Si la progression de ces partis en Europe est réelle, rappelons néanmoins qu'elle est moins importante qu'anticipée. Loin d'en minimiser l'étendue ni l'impact potentiel, les scores obtenus par ces formations sont en-deçà de ceux prédits par les sondages qui pronostiquaient, dans leur majorité, une extrême-droite victorieuse dans neuf pays de

l'UE sur 27. Ils arrivent finalement en tête dans quatre États membres⁶¹ : la France, l'Italie, l'Autriche et la Hongrie⁶². Et c'est la France qui a envoyé à Strasbourg le plus gros contingent de députés eurosceptiques, si l'on additionne les 30 eurodéputés du RN et les cinq de Reconquête. Plusieurs pays fondateurs de l'Union voient donc la consécration de l'ascension entamée par les nationaux-populistes mais le raz-de-marée annoncé n'a pas eu lieu.

c. ... mais toujours plus divisés
au niveau européen...

Si les partis nationaux-populistes ont progressé numériquement au sein du Parlement européen, ils sont plus divisés et se répartissent désormais en trois groupes distincts.

Durant la législature précédente (2019-2024), deux groupes co-existaient : les Conservateurs et réformistes européens (CRE), d'une part, composés en grande partie des eurodéputés du PiS polonais, de Fratelli d'Italia et de Vox en Espagne ; et le groupe « Identité et Démocracie » (ID) d'autre part, composé du Rassemblement national français, de l'AfD allemande et de la Lega de Mateo Salvini. Le premier groupe comprenait 68 eurodéputés, le second 59, ce qui en faisaient respectivement les cinquième et sixième groupes du Parlement. À ces deux groupes s'ajoutaient les eurodéputés non-inscrits du Fidesz de Viktor Orban en Hongrie, qui avaient quitté le PPE en 2019 pour éviter l'humiliation d'en être éjecté suite à plusieurs entorses à l'État de droit dans leur pays.

De nombreuses tentatives de rassemblement des deux groupes ont été opérées durant la législature 2019-2024, mais se sont systématiquement soldées par des échecs, dus en grande partie à l'absence de

⁶¹ "2024 European election results", *European Parliament*, [consulté le 4/11/24].

⁶² *Relevons que l'extrême droite du Vlaams Belang est également arrivée en tête en Belgique néerlandophone.*

consensus partisan entre les formations qui les composent, chacune étant confrontée à des problématiques nationales très différentes mais toujours prioritaires, qu'aucune coalition européenne n'aurait pu transcender ou adoucir.

Dans une note parue quelques semaines avant l'élection européenne⁶³, nous évoquions déjà l'impasse d'une « internationale des nationalistes » européens, soumis à des injonctions domestiques trop contradictoires pour parvenir à travailler ensemble. Nous alertions cependant sur la capacité de blocage de ces différents groupes, coalisés ou non. À défaut d'avoir un agenda européen structuré et partagé, ils forment une encombrante « coalition des contres » susceptible d'enrayer les décisions sur un certain nombre de sujets comme le climat, et de mettre à l'agenda les problématiques qui sont les leurs – et celles de leur électorat – à commencer par l'immigration.

À l'issue des élections de 2024, le paysage s'est recomposé. Si le groupe des Conservateurs et Réformistes européens se maintient, il a perdu les élus espagnols de Vox et se trouve relégué derrière un nouveau groupe, celui des Patriotes pour l'Europe, formé à l'initiative de Viktor Orban et présidé par Jordan Bardella (RN). À ces deux groupes s'ajoute un nouveau venu, « l'Europe des nations souveraines », formé par l'AfD allemande, exclue du précédent groupe « ID » par le RN en raison des sorties controversées de son ex-leader, Maximilian Krah⁶⁴.

Au-delà des divisions au niveau européen, on observe des clivages internationaux plus vastes. Si une filiation directe et solide existe entre le Fidesz de Viktor Orban et les États-Unis de Donald Trump (chaque année, un grand congrès réunissant des politiques européens et américains d'obédience républicaine se réunit à Budapest), tous les alliés d'Orban n'ont pas cette même proximité avec le 47^e président

⁶³ *Union européenne : portée et limites des nationaux-populistes, Institut Montaigne, avril 2024.*

⁶⁴ *La composition de ces trois groupes figure en annexe.*

des États-Unis. Plusieurs branches poussent ainsi dans des directions parfois opposées. La première, portée par Orban et Trump, a pour fervents défenseurs en Europe des figures comme l'Italien Matteo Salvini, le Britannique Nigel Farage ou le Français Éric Zemmour. Elle n'a pas renoncé à la radicalité de son discours, n'aborde les questions migratoires que sous l'angle sécuritaire et de menace civilisationnelle et accorde peu de crédit au multilatéralisme, en particulier européen. La défense des intérêts d'une nation menacée par les étrangers, la cancel culture et le wokisme imprègnent leurs discours, dans une rhétorique souvent simpliste et belliqueuse. Cette branche, galvanisée par la réélection de Donald Trump, pourrait sinon s'étendre du moins radicaliser encore davantage son discours, comme c'est le cas d'un Nigel Farage au Royaume-Uni, qui espère bénéficier de cette victoire pour progresser dans l'électorat britannique. Mais des divisions existent à l'intérieur même de cette branche, l'étatisme d'un Orban se heurtant, par exemple, à l'anti-étatisme viscéral d'un Trump, aujourd'hui incarné par la figure d'Elon Musk. Sur le strict plan du discours, une autre branche se dégage au niveau européen, réunissant l'Italienne Giorgia Meloni et la Française Marine Le Pen. Engagées dans un long processus de dédramatisation, les deux dirigeantes ont renoncé aux discours trop radicaux pour jouer le jeu des institutions et accéder à une forme de crédibilité, notamment à l'international. Si l'une et l'autre avaient accueilli avec enthousiasme la victoire de Trump en 2016, elles sont restées beaucoup plus prudentes et modérées le 5 novembre 2024. Cette réserve s'explique par un point fondamental : le caractère extrêmement pénalisant des mesures que pourrait prendre Trump pour leurs électeurs nationaux. L'augmentation des droits de douane, en particulier, pourrait fragiliser la situation économique de leurs électeurs, notamment les plus en difficulté. Un excès d'enthousiasme de leur part pourrait donc être perçu comme une forme de trahison par des électeurs qui sont, rappelons le, de plus en plus nombreux et divers en matière sociologique, générationnelle et géographique.

**d. ...et en recul
dans certains pays**

La progression générale des formations populistes lors des élections européennes ne doit pas dissimuler certains reculs importants, comme en Hongrie, en Pologne ou dans les pays scandinaves.

Le premier recul relatif mais significatif concerne le Fidesz de Viktor Orban en Hongrie. Son parti, qui règne sans partage sur le paysage politique national depuis 2010, s'est vu concurrencé par une force politique nouvelle, ayant émergé à une vitesse impressionnante dans le paysage politique hongrois. Mené par un ancien membre du gouvernement Orban, Péter Magyar, le mouvement d'opposition Respect et Liberté (TISZA), inexistant lors des élections européennes de 2019, a obtenu 29,6 % des voix, contre 44,8 % pour le parti d'Orban (le Fidesz avait obtenu 52,5 % des voix en 2019). La hausse historique de la participation évoquée plus haut est certainement liée, en partie du moins, à l'apparition de ce challenger sur la scène politique. Les sept eurodéputés du nouveau parti TISZA siègent désormais au sein du Parti populaire européen (PPE), ancien groupe d'Orban, au Parlement de Strasbourg. TISZA, qui a réalisé le meilleur score contre le Fidesz aux élections européennes depuis l'arrivée au pouvoir d'Orban en 2010, pourrait remettre en cause l'équilibre politique hongrois et s'impose comme alternative crédible face au Fidesz pour les législatives de 2026. Le média Politico a d'ailleurs retenu la figure de Péter Magyar dans sa sélection des 28 personnalités les plus influentes en Europe pour 2025.

Ce résultat est la preuve que la démocratie, y compris dans des pays où on la considèrerait totalement asphyxiée, conserve une forme de résilience, qu'elle peut fonctionner lorsqu'elle répond à l'aspiration des peuples.

Autre force nationale populiste en recul : le parti droit et justice (PiS) polonais, au niveau local et européen. Au pouvoir depuis 2015, le

PiS avait fait face à un premier revers lors des élections législatives d'octobre 2023, où il avait perdu sa majorité à la Diète contre une coalition menée par la Plateforme civique de l'ancien Président du Conseil européen, Donald Tusk. Au mois d'avril 2024, des élections locales avaient conforté cette alternance. La coalition menée par Tusk a emporté 52,2 % des voix, contre 33,9% pour le PiS (qui est en baisse de 11,5 % par rapport à 2019). Au mois de juin enfin, un nouveau revers est infligé au PiS lors des élections européennes : le parti, allié historique de Viktor Orbán, a perdu dix points par rapport à 2019. Pour beaucoup, cette élection marque donc le « retour de la Pologne en Europe », un retour qui viendrait combler certaines lacunes d'un couple franco-allemand de plus en plus défaillant. Fort de ces élections, malgré une coalition politique instable, le Premier ministre Donald Tusk, fin connaisseur des mécanismes européens, se prépare à s'imposer davantage parmi les chefs d'État et de gouvernement. Il pourrait notamment jouer un rôle important concernant la suite de la guerre en Ukraine.

On observe enfin un recul notable de ces partis dans les pays scandinaves. La Suède, la Norvège, le Danemark et la Finlande, habituellement considérés comme des bastions sociaux-démocrates, ont connu ces dernières années une hausse tendancielle de la droite nationaliste. Contrairement aux attentes et à rebours de tous les instituts de sondage, la gauche et les Verts ont finalement été majoritaires lors des élections européennes de 2024. En Suède, les Verts ont obtenu 13,8 % des voix derrière le Parti socialiste (25 %), qui a enregistré sa plus grosse progression, et le Parti conservateur (17,5 %). Le parti national-populiste des Démocrates de Suède (13,2 %) baisse par rapport à 2019, où il était à 15 %. En Finlande, l'Alliance de gauche de Li Andersson, formation de gauche radicale, l'a emporté avec 17,3 % des voix (+ 4% depuis 2019), devant le Parti socialiste (15 %) mais juste derrière le Parti de coalition nationale du Premier ministre, Petteri Orpo, qui partage le pouvoir depuis juin 2023 avec le parti des Vrais Finlandais (national-populiste), qui n'emporte que 7,6% des voix (- 6 % depuis 2019). Au Danemark, le Parti populaire socialiste est devenu la première force politique du pays

avec 17,4 % des suffrages (+5 %), devant le Parti social démocrate de la Première ministre Mette Frederiksen.

Pour comprendre ces résultats, qui contrastent avec ceux connus ailleurs en Europe, il faut mentionner la place occupée par le climat dans les préoccupations des électeurs nordiques, devant le sujet de l'immigration et malgré l'argumentaire tenu à droite d'une « écologie punitive ». La défense de l'État-providence, dans un climat social tendu, est aussi l'une des raisons du vote à gauche, notamment en Suède et en Finlande (qui connaît depuis 2023 des manifestations de protestations contre la politique d'austérité du gouvernement). Enfin, le soutien à l'Ukraine, dans des pays proches voire limitrophes de la Russie, a été un moteur du vote à gauche. La Suède est officiellement membre de l'OTAN depuis le 7 mars 2024, aux côtés de la Finlande, ralliée au Traité de l'Atlantique Nord le 4 avril 2023. Comme le rappelle Yohann Aucante⁶⁵, l'opinion, traditionnellement plutôt défavorable à l'entrée dans l'OTAN (35 % début 2022), était passée à plus de 60 % d'avis favorables en Suède, avec 25 % d'opposition et le reste d'indécis. En Finlande, l'approbation était plus nette encore : 80 %.

Tous ces résultats doivent donc être envisagés avec recul et nuance. S'ils traduisent une progression des formations populistes à certains endroits, celle-ci n'a rien d'irréversible ni d'inéluctable. La démocratie continue de fonctionner, comme l'attestent les exemples hongrois ou polonais, où des oppositions, en dépit de systèmes que l'on disait verrouillés par les partis au pouvoir, parviennent à faire entendre leurs voix et à performer dans les urnes. La sanction des sortants participe également d'une forme de vitalité démocratique que l'on aurait tort de minorer, et qui interroge la pratique du pouvoir et la bonne gouvernance dans chacun des pays concernés. Cette configuration nouvelle pose néanmoins plusieurs défis majeurs, que nous analyserons dans la toute dernière partie de notre étude.

⁶⁵ « Suède : de l'UE à l'OTAN, le Nord au centre », Institut Montaigne, 8 février 2024.

2.2. APRÈS 2024 : AGONIE OU MÉTAMORPHOSE DE LA DÉMOCRATIE ?

Quelles perspectives les éléments qui précèdent ouvrent-ils pour 2025 et les années qui suivront ? Si beaucoup voient déjà dans 2024 l'agonie, le désaveu ou l'échec de la démocratie libérale, notre lecture ici sera plutôt d'envisager cette année d'élections comme le démarrage d'une ère nouvelle qu'il nous faut tenter de qualifier et de mieux comprendre. Les résultats électoraux et les ressorts du vote plaident, dans un premier temps, pour une lecture plus structurelle que conjoncturelle de la séquence que nous traversons. Dans un deuxième temps, nous montrerons qu'une mutation ontologique profonde s'opère, la démocratie se transformant progressivement en produit, dont le consommateur / électeur attend des résultats immédiats, à même de satisfaire son bien être personnel, de plus en plus éloigné de l'intérêt général, ce qui opère un changement majeur dans la façon de faire et de concevoir la politique. La troisième grande question soulevée par les résultats de cette année est celle non pas de l'échec mais de certaines dérives des institutions démocratiques dites « libérales », qu'il faut aborder avec lucidité pour mieux les réparer.

a. Une évolution politique plus structurelle que conjoncturelle

En 2018, dans son ouvrage *Le peuple contre la démocratie*⁶⁶, Yascha Mounk décrivait la montée en puissance de leaders anti-système partout dans le monde, des États-Unis à l'Autriche en passant par la Pologne ou la Hongrie, de Trump à Beppe Grillo en passant par Erdogan ou Alexis Tsipras. Il s'interrogeait alors en ces termes : « la question, dès lors, est de déterminer si ce moment va se transformer en époque – et remettre en cause jusqu'à la survie de la démocratie libérale. »

⁶⁶ Yascha Mounk, *Le peuple contre la démocratie*, Éditions de l'Observatoire, 2018.

Huit ans après la première élection de Donald Trump, nous serions bien passés, comme l'ébauchait Mounk, du « moment » à « l'époque ».

L'argument de l'accident démocratique n'est plus valable. Aux États-Unis, la réélection de Donald Trump au mois de novembre en est une éloquente manifestation. Sa victoire s'est jouée aussi bien sur le vote populaire que sur celui des grands électeurs : il est le premier candidat républicain depuis George W. Bush en 2004 à remporter le vote populaire, avec 77,2 millions de voix, soit 2,5 millions de voix de plus qu'en 2020.

La progression des partis nationaux-populistes au sein du Parlement européen procède de cette même dynamique : loin d'être un phénomène isolé, conjoncturel, il s'agit d'une progression durable, déjà entamée lors des élections européennes de 2014 et de 2019. Une progression qui se traduit aussi par l'arrivée et le maintien au pouvoir de leaders comme Giorgia Meloni qui, dans le cadre d'une coalition qu'elle domine, défie l'instabilité chronique dont l'Italie a longtemps été la victime, en s'installant durablement dans le paysage politique de son pays, et en pesant de plus en plus au niveau européen, s'installant dans la place laissée béante par Paris et Berlin. Si nous sommes toujours en démocratie, puisque le processus électoral a bien été respecté, les intentions et la relation à l'exercice du pouvoir ont bel et bien changé.

Les ressorts du vote ont eux aussi évolué : le vote contestataire régresse, le vote d'adhésion progresse, comme on l'observe en Europe et notamment en France. L'électorat du Rassemblement national par exemple n'a cessé, depuis dix ans, de s'étendre, touchant désormais toutes les générations, les catégories socio-professionnelles et les régions, le parti étant désormais premier chez les employés, les ouvriers, les retraités et dans toutes les agglomérations de moins de 500 000 habitants. Les 11 millions de Français qui ont voté pour le RN ou leurs alliés lors des législatives anticipées l'ont fait d'abord et avant tout par adhésion à l'égard des propositions du parti sur l'immigration (47 % de leurs électeurs), puis car ils considèrent qu'il s'agit du parti qui « comprend mieux et représente mieux les gens comme nous » (39 % de leurs électeurs).

Il ne s'agit donc plus de la simple expression d'une colère passagère, d'une volonté de renverser la table, mais bien d'une adhésion accrue en faveur d'un parti qui s'est profondément transformé ces dernières années. Le parti est d'ailleurs de plus en plus crédible, et de moins en moins considéré comme une menace pour la démocratie (51 % des Français considèrent désormais que le RN « ne représente pas un danger pour la démocratie en France », soit 10 point de plus qu'en 2022⁶⁷). De l'autre côté du spectre, le parti La France Insoumise apparaît comme beaucoup plus dangereux aux yeux des Français : 72 % des Français considèrent qu'il attise la violence, 69 % qu'il est dangereux pour la démocratie⁶⁸.

Comment intégrer cette donnée nouvelle ? Comment appréhender les questions posées par ces partis, qui préoccupent de larges pans de l'électorat, sans céder au simplisme de certaines de leurs réponses ? La diabolisation et l'anathème – des responsables comme des électors – ne sont assurément pas la clé, comme le prouve leur progression continue ces dernières années.

Mais qui dit évolution structurelle ne dit pas dynamique irréversible pour autant, et nous avons bien montré, dans les développements qui précèdent, qu'un certain nombre de formations dites « populistes » ou « anti-système » ont pu régresser, après plusieurs années passées au pouvoir, comme en Pologne par exemple. Pour cela, il faut aussi admettre l'aspiration démocratique à laquelle ces forces politiques répondent et trouver de nouvelles manières de les traiter. *« Refuser de reconnaître qu'il y a quelque chose de démocratique dans l'énergie qui les a propulsé au pouvoir, écrivait Yasha Mounk, nous empêche de comprendre la nature de leur force d'attraction – et rend plus difficile de réfléchir de manière prudente et créative à la façon de les arrêter. »*⁶⁹

⁶⁷ Verian, Baromètre d'image du RN, édition 2024 une étude Verian pour Le Monde et L'Hémicycle, 25 Novembre 2024.

⁶⁸ Ipsos, Institut Montaigne, CEVIPOF, Le Monde, Fondation Jean Jaurès, Enquête électorale française : Européennes – Vague 7 – août 2024.

⁶⁹ Yascha Mounk, opus cité.

**b. La démocratie comme produit,
les électeurs comme consommateurs**

Deuxième élément clé qui ressort de cette année d'élections : la mutation rapide de la démocratie en produit, et des électeurs en consommateurs. Avec plus de 15,9 milliards de dollars, la campagne présidentielle américaine de 2024 se hisse à la première place des campagnes les plus chères de l'histoire des États-Unis⁷⁰. Ce montant comprend les sommes investies par les candidats à la présidentielle et au Congrès. La campagne de 2024 devrait donc dépasser celle de 2020 (15,1 milliards de dollars) et faire le double de la campagne de 2016 (6,5 milliards de dollars). Ce sont les campagnes publicitaires qui représentent les plus gros investissements, à hauteur de 10,5 milliards de dollars. Ces montants, inégalés en Europe du fait d'un encadrement beaucoup plus strict des financements de campagnes, projettent néanmoins la démocratie dans une dimension qui ne nous est pas totalement étrangère.

Aux États-Unis comme sur le vieux continent, la démocratie se transforme progressivement en produit, objet de campagnes marketing de plus en plus ciblées, conçues à destination de consommateurs qu'il faut impérativement satisfaire. Chacun incarne donc une forme de clientèle que l'on doit contenter, au risque de léser toutes les autres. C'est ce que dessinait déjà Giuliano da Empoli dans *Les Ingénieurs du chaos*⁷¹ lorsqu'il décryptait les stratégies déployées par des leaders comme Matteo Salvini, qui a réussi à faire d'une petite entreprise de webmarketing le premier parti italien⁷². Si son parti s'est considérablement affaibli depuis, les techniques utilisées ont gagné en sophistication et en intensité. L'importance des médias sociaux dans les

⁷⁰ « Présidentielle américaine : 15,9 milliards de dollars levés par les candidats, un énième record », *Le Figaro*, 6 novembre 2024.

⁷¹ *Les ingénieurs du chaos*, Giuliano da Empoli, JC Lattès, 2019.

⁷² *Les réseaux sociaux nourrissent-ils les populismes ? Échange entre Asma Mhalla et David Chavalarias*, Expressions par Institut Montaigne, 27 janvier 2023.

campagnes participe de ce phénomène d'hyper-individualisation et de renversement de toute hiérarchie de la parole politique ou citoyenne. Il vient aussi combler le vide laissé béant par des partis qui ne correspondent plus aux attentes des électeurs (seuls 14% des Français ont confiance dans les partis politiques aujourd'hui⁷³). Le phénomène, qui n'en était qu'à ses prémices lors des élections du début des années 2010, est désormais un élément structurel à prendre en compte. L'intelligence artificielle pourrait encore l'accentuer, ouvrant de nouvelles possibilités de ciblage personnalisé. L'électeur souverain devient donc un consommateur tout aussi souverain mais peut-être plus intransigeant encore, qui exige que son vote paie, qu'il obtienne le change.

Ramenée au statut de simple produit, la démocratie perd alors de sa sacralité, on peut tordre les Constitutions, accorder peu de crédit aux résultats électoraux, euphémiser les crises, car après tout le consommateur est roi, et ses désirs doivent être assouvis sans entrave. Sur ce dernier plan les responsabilités sont partagées et ne sont pas l'apanage des « populistes ». Les décisions prises par le Président français depuis la dissolution du 9 juin, (la nomination d'un Premier ministre issu du parti arrivé cinquième aux élections législatives, par exemple) comme celle de Joe Biden d'accorder une grâce à son fils avant de quitter le pouvoir, participent de cet affaiblissement et nourrissent la défiance.

c. Les manquements et dérives de nos démocraties libérales

On ne peut enfin comprendre la période actuelle sans identifier avec lucidité les manquements et dérives de nos démocraties libérales. Les très hauts niveaux de défiance à l'égard du personnel et des

⁷³ *Fractures Françaises 2024, Enquête Ipsos pour l'Institut Montaigne, le CEVIPOF, la Fondation Jean Jaurès et Le Monde, décembre 2024.*

institutions politiques enregistrés partout dans le monde en sont le plus éloquent des symptômes. Comme l'expliquait Yasha Mounk dès 2018, la progression des leaders qu'il qualifie de « *démocrates illibéraux* » (les Trump, les Orban ou les Beppe Grillo) est indissociable de la progression d'un « libéralisme antidémocratique », qu'il juge tout aussi dévastateur. Qu'entend-il alors par libéralisme antidémocratique ? Le dévoiement d'un certain nombre de politiques qui échappent de plus en plus à la concertation populaire, et qui se traduit notamment par la multiplication des agences, des autorités para-étatiques ou supra-nationales, par l'extension du pouvoir des banques centrales et des juges non élus et par un éloignement progressif des citoyens et de la prise des décisions qui les concerne. Il pointe en particulier les dérives observées au niveau européen au moment de la crise de la zone euro, notamment en Grèce en 2015, ou encore le poids pris par les agences fédérales américaines par rapport à celui du législateur (en 2007 par exemple, le Congrès a adopté 138 lois, les agences fédérales non élues ont mis au point 2916 règlements – on pourrait sûrement trouver des ordres de grandeur similaires en France).

Cette « dé-démocratisation » de nos institutions se double d'une grande confusion sémantique et politique autour de notions pourtant centrales en démocratie. Confondre autorité et autoritarisme, compromis et compromission, exemplarité et flicage, ont conduit à adopter des attitudes, des discours et des règles qui ont dévoyé la façon de faire et de concevoir la politique, et entravent aussi l'engagement. **On s'est peut-être trop focalisé, depuis l'élection de Trump en 2016, sur la progression du populisme et la montée en puissance de leaders illibéraux, sans investir suffisamment l'autre face de la pièce, celle d'un recul démocratique de certaines de nos institutions.** Aborder la question selon cette dialectique, en acceptant de faire le procès lucide de nos propres institutions libérales - sans céder bien sûr à la caricature - est impératif. Le procès des populistes ne tient pas si l'on est incapable d'adresser simultanément cette question-là. Il ne s'agit évidemment pas de faire table rase et de revenir sur les avancées majeures qu'ont permis

certaines de ces institutions (le sauvetage de la zone euro s'agissant de l'UE, la réponse à des questions de plus en plus complexes s'agissant des agences – qu'il s'agisse de problématiques environnementales, sanitaires, financières ou technologiques qui appellent une expertise particulière).

L'impératif aujourd'hui est de réinjecter de la démocratie dans ces institutions, d'interroger leur fonctionnement et, pour certaines, leur justification. La question n'est pas d'abolir ces institutions – nationales ou supra-nationales – qui participent de la stabilisation de nos économies et de nos sociétés – mais bien de les réformer pour trouver « un point d'équilibre entre expertise et prise en compte de la volonté populaire »⁷⁴, entre pouvoir conféré par le peuple et délégations d'autorités opérées par quelques-uns.

Entre forte participation, mutation des ingérences électorales, sanction des sortants et transformation de l'objet démocratique, le tableau qui se dessine est rempli de contrastes. Il n'est pas le signe d'un inéluctable déclin démocratique, mais la traduction d'une très profonde métamorphose doublée, à certains endroits, d'une vivacité que l'on doit entretenir, tout en en changeant les moteurs. Les échéances de 2025 (en Allemagne ou éventuellement en France, en cas de législatives anticipées), puis de 2026 et 2027 (présidentielle française, midterms aux États-Unis) doivent être appréhendées en intégrant tous ces éléments et en les regardant en face, à leur juste niveau. Enfin, alors que l'année 2024 s'est achevée sur la chute du régime de Bachar Al Assad, mettant fin à près de quatorze années de guerre et à un demi-siècle de règne du camp baasiste, l'histoire nous prouve que si les démocraties sont fragiles, les dictatures le sont tout autant.

⁷⁴ Yascha Mounk, *opus cité*.

Mesures mises en place au niveau européen et national pour lutter contre l'ingérence

AU NIVEAU EUROPÉEN

La prise de conscience européenne s'est aiguisée à travers deux scandales : l'influence russe en République tchèque *via* le faux site d'information Voice of Europe, en activité depuis 2017 ; le scandale du « *Qatargate* » (réseau de corruption impliquant le Qatar et le Maroc, dans le contexte de l'organisation de la Coupe du monde de football par Doha), fin 2022, qui a mis en cause un ex-eurodéputé italien, son ancien assistant parlementaire et Eva Kaili, eurodéputée et vice-présidente du Parlement.

2015

Le sujet des ingérences est pour la première fois mis à l'agenda européen sous le vocable « **Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI)** ». L'UE met en place la **task force East StratCom (ESCTF)** au sein du **Service européen pour l'action extérieure (SEAE)**, qui vise à communiquer efficacement sur les politiques de l'UE envers son voisinage oriental et produit une revue hebdomadaire en russe et en anglais, *Disinformation Review*, à destination des opinions publiques à l'est de l'Europe.

2018

La Commission européenne et le SEAE publient le 5 décembre un plan d'action contre la désinformation en dix points, pour réagir rapidement et de manière ciblée à toute attaque de désinformation avant les élections européennes de 2019.

Élaboration d'un **Code des bonnes pratiques sur les plateformes**, renforcé en 2022 par le DSA et adopté par plus de trente acteurs du numérique (Google, TikTok, malgré le retrait de Twitter en mai 2023).

2019

Le Parlement adopte le 10 octobre une **Résolution** selon laquelle « *les tentatives visant à influencer le processus décisionnel dans l'UE présentent un risque pour les sociétés démocratiques européennes* ». Elle est votée par 469 voix (143 voix contre et 47 abstentions).

2020

Création d'une **Commission sur l'ingérence étrangère** au Parlement européen, INGE.

2022

La **loi sur les services numériques** de 2022 (*Digital Service Act*) oblige les plateformes en ligne à lutter contre la désinformation (notamment en étiquetant les contenus créés par IA, afin de mieux identifier les deep fakes, et en mettant en place des protocoles de réponse d'urgence en cas de diffusion virale d'une attaque de désinformation).

Rapport d'INGE I sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation, marqué par l'invasion de la Russie en Ukraine. Il pointe un Parlement mal préparé face aux ingérences.

Création d'une nouvelle Commission sur l'ingérence étrangère au Parlement européen, **INGE II**.

2023

Rapport du Parlement européen, *Ingérence étrangère, protéger de toute urgence les élections européennes de 2024*, issu d'INGE II.

2024

À l'approche du scrutin de juin, la présidente du Parlement, Roberta Metsola, a estimé que « **cette élection mettrait nos systèmes démocratiques à l'épreuve** ».

Conscient des risques, le SEAE a publié dès le mois de janvier un **rapport spécial** axé sur les prochaines élections européennes.

Résolution du Parlement : « *Les nouvelles allégations d'ingérence russe au Parlement européen, dans les prochaines élections européennes, et incidence sur l'Union.* » Le texte, à l'initiative du PPE, est voté par 429 voix sur 504. Il mentionne l'AfD allemande et le Rassemblement national, notamment la participation de Thierry Mariani à des missions d'observation électorale en Russie. Il prévoit entre autres la publication, sur le site du Parlement, d'un « **indice d'influence hybride russe** » destiné à répertorier les acteurs politiques des pays membres et des pays candidats « *ayant des liens avec le régime de Poutine et impliqués dans la diffusion des récits du Kremlin* ». La résolution prévoit aussi de mettre à jour les critères de Copenhague (critères d'adhésion à l'UE) afin d'évaluer « *la résilience du pays candidat à l'influence hybride de la Russie* » ainsi que le renforcement de la sécurité au parlement, *via* des formations à destination des eurodéputés ainsi que des systèmes d'habilitation de sécurité pour les parlementaires qui travaillent sur des sujets sensibles.

Règlement sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique, voté par 470 députés (50 contre et 105 abstentions). Il interdit le financement étranger de publicités politiques durant la période des trois mois qui précèdent chaque élection. Ces mesures entreront en vigueur dix-huit mois après le vote, soit en juillet 2025.

Loi globale sur l'intelligence artificielle, qui lutte contre la désinformation en introduisant des exigences de transparence pour les contenus générés par l'IA.

Directive « Protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires manifestement infondées ou abusives », pour défendre la liberté des journalistes face aux ingérences.

Règlement européen sur la liberté des médias, qui vise notamment à protéger le secret des sources et interdit l'emploi de technologies de surveillance à l'encontre des journalistes.

Lors du **Sommet de la Démocratie de Copenhague**, en mai, Ursula von der Leyen, encore candidate à sa réélection, promet de mettre en place un arsenal renforcé pour lutter contre les ingérences : **un bouclier démocratique européen**.

AU NIVEAU FRANÇAIS

2021

Création de **VIGINUM**, inspiré du plan d'action de la Commission de 2018, rattaché au Secrétariat national de la Défense et de la sécurité nationale.

Juillet 2021 : **Affaire Pegasus**, logiciel espion vendu par la société israélienne NSO, qui montre les vulnérabilités françaises.

2023

Rapport annuel de la Délégation parlementaire au Renseignement pour l'année 2022-2023, qui estime que le risque d'ingérence est élevé et provient non seulement de la Russie, la Chine, la Turquie, et l'Iran mais aussi de certains alliés de la France. Il alerte sur la naïveté des décideurs publics et des acteurs économiques et académiques et formule 18 recommandations dont certaines sont classées secret-défense.

La **loi de programmation militaire** pour les années 2024 à 2030 alloue cinq milliards d'euros supplémentaires aux moyens humains des services de renseignement.

2024

Rapport d'information de Constance Le Grip déposé par la Commission des Affaires européennes, sous la présidence de Jean-Philippe Tanguy. Il atteste de la dangerosité des ingérences étrangères en France et incrimine principalement la Russie et la Chine, en documentant la « *russianisation* » des pratiques chinoises.

Loi du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France : elle prévoit des mesures en matière de transparence (nouveau registre des activités d'influence étrangère) et de renseignement (utilisation des algorithmes, gel des avoirs) et renforce la réponse pénale.

Les trois groupes nationaux-populistes au sein du Parlement européen depuis l'élection du 9 juin

LES PATRIOTES POUR L'EUROPE

Le groupe des Patriotes pour l'Europe comprend 84 eurodéputés issus de 15 partis nationaux représentant 12 pays. Il est le troisième groupe du Parlement européen, derrière le Parti populaire européen (PPE) et les Sociaux-démocrates (S&D) et devant les CRE et Renew. Il a été formé en juin 2024 à l'initiative de Viktor Orbán (Fidesz, Hongrie) et est présidé par Jordan Bardella (RN).

Il est principalement composé des 30 eurodéputés français du Rassemblement national (RN), des 10 eurodéputés du Fidesz (Hongrie), des 8 eurodéputés de la Ligue de Matteo Salvini (Italie), des 6 eurodéputés du FPÖ (Autriche) et des 6 eurodéputés du Parti pour la liberté (PVV) de Geert Wilders. En dépit de son poids, le groupe n'a obtenu aucune responsabilité au sein des instances de l'UE du fait du « cordon sanitaire » appliqué à son encontre par la majorité des groupes du Parlement, à l'instar de la pratique déjà mise en place durant la législature précédente. Les Patriotes pour l'Europe se distinguent des autres groupes par leur proximité – passée ou actuelle pour certains – avec la Russie de Vladimir Poutine et leur hostilité envers l'OTAN.

LES CONSERVATEURS ET RÉFORMISTES EUROPÉENS

Le groupe des Conservateurs et Réformistes européens comprend 78 eurodéputés issus de 22 partis nationaux représentant 18 pays. Il est le quatrième groupe du Parlement européen, derrière les Patriotes pour l'Europe et devant Renew. Créé en 2009, il est en majorité composé des 24 eurodéputés de Fratelli d'Italia, des 18 eurodéputés du PiS polonais et des cinq eurodéputés de l'Alliance pour l'unité des Roumains. Il est ensuite formé d'une constellation de petits partis nationaux à tendance eurosceptique. Contrairement au groupe des Patriotes pour l'Europe qui le dépasse numériquement, le groupe CRE n'est pas soumis au cordon sanitaire et est considéré comme plus « fréquentable » par ses partenaires. Idéologiquement, il assume des positions plus libérales d'un point de vue économique, a des positions plus fermes sur la guerre en Ukraine et soutient l'OTAN.

L'EUROPE DES NATIONS SOUVERAINES

Le groupe de L'Europe des nations souveraines comprend 25 eurodéputés issus de 8 partis nationaux représentant autant d'États membres. Il a été créé en juin 2024 à l'issue des élections européennes, suite à l'exclusion de l'AfD allemande du groupe Identité et Démocratie par le Rassemblement national (RN) français. Il est majoritairement composé des 14 députés de l'AfD allemande, des trois eurodéputés de L'Espoir polonais et des trois eurodéputés bulgares de Renaissance. Il comprend également une eurodéputée française appartenant au parti Reconquête. Son positionnement est le plus radical des trois partis d'extrême droite : lutte contre l'immigration, opposition au Pacte Vert, rejet de toute aide à l'Ukraine.

L'auteur de cette note remercie l'équipe de l'Institut Montaigne qui a permis sa réalisation, et notamment sa directrice générale, **Marie-Pierre de Bailliencourt**, sa direction des études internationales, **Mathieu Duchâtel** et **Georgina Wright**, **Hortense Miginiac** et **Arsène Vassy**, ainsi que l'ensemble des personnes auditionnées ou consultées dans l'élaboration de ce travail :

- **Alexandre Alaphilippe**, directeur exécutif, EU DisinfoLab
- **Maxime Audinet**, docteur en études slaves et en science politique, chercheur à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)
- **Bernard Chappedelaine**, ancien conseiller des Affaires étrangères
- **Amy Greene**, enseignante à Sciences Po, spécialiste des États-Unis, experte associée, Institut Montaigne
- **Jonathan Guiffard**, expert associé, Institut Montaigne
- **Marc Lazar**, Professeur émérite à Sciences Po et professeur à l'Université Luiss de Rome, expert associé, Institut Montaigne
- **Florent Parmentier**, secrétaire général, CEVIPOF

*L'Institut Montaigne vous propose de contribuer
à la réflexion sur ces enjeux afin d'élaborer
collégalement des propositions au service
de l'intérêt général.*



Institut Montaigne
59 rue La Boétie, 75008 Paris
Tél. +33 (0)1 53 89 05 60
institutmontaigne.org

Imprimé en France
Dépôt légal : janvier 2025
ISSN : 1771-6756

ABB France	D'Angelin & Co.Ltd	Katalyse	Renault
AbbVie	Dassault Systèmes	Kea	Ricol Lasteyrie
Accenture	Delair	Kearney	Rivolier
Accor	Deloitte	KPMG S.A.	Roche
Accuracy	De Pardiou Brocas	Kyndryl	Roche Diagnostics
Actual Group	Maffei	La Banque Postale	Rokos Capital
Adeo	Domia Group	La Compagnie	Management
ADIT	Edenred	Fruitière	Rothschild & Co
Air Liquide	EDF	LCH SA	RTE
Airbus	EDHEC Business	Lenovo ISG	Safran
Allianz	School	Linedata Services	Sanofi
Amazon	Ekimetrics France	Lloyds Europe	SAP France
Amber Capital	Engie	L'Oréal	Schneider Electric
Amundi	EQT	LVMH - Moët-	ServiceNow
Antidox	ESL & Network	Hennessy - Louis	Servier
Antin Infrastructure	Eurogroup	Vuitton	SGS
Partners	Consulting	M.Charraire	SIER Constructeur
ArchiMed	FGS Global	MACSF	SNCF
Ardian	Forvis Mazars	Média-Participations	SNCF Réseau
Arqus	Getlink	Mediobanca	Sodexo
Arthur D. Little	Gide Loyrette Nouel	Mercer	SPVIE
AstraZeneca	Google	Meridiam	SUEZ
August Debouzy	Groupama	Microsoft France	Synergie
AXA	Groupe Bel	Mitsubishi France	Teneo
AXA IARD	Groupe M6	S.A.S	The Boston
A&O Shearman	Groupe Orange	Moelis & Company	Consulting Group
Bain & Company	Hameur et Cie	Moody's France	Tilder
France	Henner	Morgan Stanley	Tofane
Baker & McKenzie	Hitachi Energy	Natixis	TotalÉnergies
BearingPoint	France	Natural Grass	TP ICAP
Bessé	Howden	Naval Group	Transformation
BNP Paribas	HSBC Continental	Nestlé	Factory
Bolloré	Europe	OCIRP	Unicancer
Bouygues	IBM France	ODDO BHF	Veolia
Bristol Myers Squibb	IFPASS	Oliver Wyman	Verian
Brousse Vergez	Incyte Biosciences	Ondra Partners	Verlingue
Brunswick	France	OPmobility	VINCI
Capgemini	Inkarn	Optigestion	Vivendi
Capital Group	Institut Mérieux	Orano	Wakam
CAREIT	International SOS	PAI Partners	Wavestone
Carrefour	Interparfums	Pelham Media	Wendel
Chubb	Intuitive Surgical	Pergamon	White & Case
CIS	Ionis Education	Polytane	Willis Towers Watson
Clariane	Group	Publicis	France
Clifford Chance	iQo	PwC France &	Zurich
CNP Assurances	ISRP	Maghreb	
Cohen Amir-Aslani	Jeanet Associés	Qualisocial	
Conseil supérieur du notariat	Johnson & Johnson	Raise	
	Jolt Capital	RATP	

L'année 2024 a battu tous les records jamais enregistrés s'agissant de la tenue d'élections dans le monde. Plus de 60 pays étaient appelés aux urnes, dont les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, Taiwan, l'Inde, la Russie ou la Turquie. Si la seule tenue d'un scrutin ne corrobore en rien la nature foncièrement démocratique du régime qui l'organise, on peut légitimement qualifier 2024 de test à grande échelle pour l'avenir de la démocratie. Nous venons de tourner la page de 2024 et un nouveau cycle s'ouvre. Dans quel état se trouve la démocratie en ce début d'année 2025 ? Quels tout premiers enseignements peut-on tirer des différents scrutins ? L'année la plus démocratique de l'histoire récente serait-elle aussi celle de sa grande déconsolidation ?

Si 2024 a indéniablement marqué la progression ou le retour de forces politiques illibérales ou anti-démocratiques, le bilan électoral de l'année ne doit pas se limiter à cette seule dimension et ne permet pas de conclure au triomphe de forces hostiles à la démocratie. C'est ce que révèle l'examen plus approfondi de quatre scrutins, l'élection européenne du 9 juin, les élections législatives françaises des 30 juin et 7 juillet, les élections générales britanniques du 4 juillet et l'élection présidentielle américaine du 5 novembre.

Poids des ingérences étrangères, taux de participation, tendances générales qui se dégagent des résultats, thématiques de campagne, nouvelles manières de concevoir la démocratie, le tableau qui se dessine au terme de 2024 est plein de contrastes. Plutôt que de parler de déclin, regardons en face les métamorphoses de la démocratie pour mieux la défendre et l'adapter aux défis qui s'ouvrent en 2025.



10 €
ISSN : 1771-6756
NEJ2501-01